

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Pour l'Unité Syndicale Internationale (*Pierre Semard*). — Les contradictions du capitalisme moderne (*N. Boukharine*). — La théorie de l'Etat dans la I^{re} Internationale (*N. Lénine*). — Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs. — Auguste Blanqui, défenseur de la dictature du prolétariat (*Maurice Dommanget*). — La I^{re} Internationale et la guerre (*Marcel*

Ollivier). — Le P.C.F. devant les tâches du 5^e Congrès (*Crémet*). — La question agraire en France (*J. Castel*). — Schéma d'un programme de travail pour la section agraire du P.C. Italien. Les mots d'ordre du Parti (*Le Comité Directeur*). — Les impérialismes et la Chine (*Nguyen-ai-Quac*). — Chronique des Cellules. — La Russie des Soviets.

Pour l'Unité Syndicale Internationale

Pas de condition de part et d'autre

Nous prenons connaissance d'une résolution adoptée par le Conseil national du Parti Communiste Allemand, dans ses séances des 19 et 20 juillet dernier, dans laquelle nos camarades tout en proclamant leur accord avec les décisions des V^e Congrès de l'I. C. et du III^e Congrès de l'I. S. R., indiquent qu'un Congrès mondial des deux Internationales syndicales de Moscou et d'Amsterdam ne peut être accepté « qu'à la condition que le « programme » révolutionnaire de l'I. S. R. soit à la base de l'organisation unifiée ».

Tout d'abord, cette condition préalable est en complet désaccord avec les décisions de l'Internationale et elle ne peut que jeter la confusion et entraver la propagande pour l'unité internationale.

Dans la résolution adoptée par le III^e Congrès de l'I. S. R., il n'y a pas de conditions préalables posées, mais il a été simplement prévu des mesures pratiques : 1^o pour la convocation du Congrès mondial d'unité ; 2^o pour la représentation proportionnelle des organisations affiliées aux deux Internationales Syndicales ; 3^o pour l'élaboration de nouveaux statuts qui garantissent le libre droit d'opinion et d'organisation de tendance au sein de l'Internationale unifiée.

Nous croyons savoir que depuis, nos camarades allemands ont abandonné ce point de vue tout à fait faux et en opposition avec les décisions de l'Internationale, mais nous pensons qu'il est utile d'y répondre.

En premier lieu, nos camarades allemands

auraient dû donner à cette condition préalable qu'ils posent, son véritable caractère ; au lieu de dire « que le programme » doit être à la base de l'organisation unifiée, ils auraient dû dire « que l'action révolutionnaire » doit être à cette base, car le « mot » programme par lui-même ne signifie pas grand-chose. Le programme revendicatif de l'I. S. R. comporte à peu de chose près, les mêmes revendications corporatives immédiates que celui d'Amsterdam, et nul doute que certaines aient un caractère nettement réformiste. Nous ne différons que sur les moyens à employer pour faire aboutir ces revendications.

Amsterdam est pour la collaboration des classes et le maintien de la démocratie bourgeoise, nous sommes pour la lutte des classes et l'expropriation du capitalisme ; en conséquence, même dans nos luttes pour l'aboutissement des revendications corporatives, notre action doit toujours s'inspirer de nos principes ; quant au programme, il peut très bien être réformiste.

Rappelons que Lénine a écrit « Les vieux révolutionnaires se sont surtout cassé le cou, lorsqu'ils ont écrit le mot « Révolution » avec une majuscule, lorsqu'ils ont voulu faire de la Révolution quelque chose de divin, lorsqu'ils ont ainsi perdu la tête et la capacité de peser avec sang-froid, à quel moment, dans quelles conditions, dans quelle sphère d'action, il faut agir révolutionnairement, en quel moment, dans quelles conditions et dans quelle sphère, il

« faut savoir employer les procédés réformistes ».

« De véritables révolutionnaires ne peuvent périr (non pas au sens de la défaite extérieure, mais au sens de l'écroulement intérieur de leur cause) que s'ils perdent le sang-froid et s'ils croient que la grande et victorieuse révolution mondiale peut et doit absolument résoudre tous les problèmes, en toutes circonstances, et dans tous les domaines par la voie révolutionnaire. »

Donc, non seulement cette condition préalable telle qu'elle a été posée par nos camarades allemands était un obstacle à la propagande pour l'unité internationale, mais elle partait d'un point de vue absolument faux.

Seul, le Congrès mondial d'unité pourra déterminer par sa majorité l'orientation et les méthodes à employer pour faire aboutir le programme de revendications qui sera adopté.

L'action révolutionnaire sera à la base de l'Internationale unifiée si les partisans de l'I. S. R. obtiennent la majorité, mais il est impossible d'en faire une condition préalable.

Des camarades pensent que nous devons demander préalablement à Amsterdam « la reconnaissance de la lutte des classes ».

Pourquoi poser cette autre condition préalable par trop facilement interprétable ?

Il est possible que les « chefs » réformistes d'Amsterdam ne fassent aucune difficulté pour accepter ce qui pour eux n'est qu'une formule que la bourgeoisie elle-même admet et qu'elle utilise contre les travailleurs ; le plus pâle réformiste peut accepter la reconnaissance de la lutte des classes, sans nullement s'engager à mener cette lutte sur le terrain révolutionnaire.

Mais il est possible aussi que les « chefs » réformistes rudent avec cette formule placée comme condition préalable et qu'ils nous répondent sur un ton ironique qu'étant eux « pour la collaboration des classes », ils ne peuvent accepter notre condition d'unité.

Nous devons nous en tenir aux propositions du III^e Congrès de l'I. S. R. si nous voulons être compris par les travailleurs et gagner leur confiance. Pas plus que nous n'accepterions préalablement la tactique et le programme d'Amsterdam, n'imposons pas préalablement la tactique et le programme de l'I. S. R.

Enfin, la grande frayeur de nos camarades allemands, c'est de penser que l'I. S. R. peut disparaître, et leur Conseil national a souligné « qu'ils repoussaient énergiquement toute tentative ouverte ou voilée de liquider l'I. S. R. ».

Qui donc a parlé de liquidation ?

Placer la question de l'unité internationale sur ce terrain, c'est encore nuire à sa réalisation.

Il ne s'agit pas de la liquidation de l'I.S.R., mais de la fusion simultanée des deux Inter-

nationales existantes en créant la nouvelle Internationale unifiée.

Nous sommes d'accord avec nos camarades allemands quand ils disent que les partisans de l'I. S. R. doivent poursuivre la campagne d'unité en s'appuyant sur les principes et la tactique révolutionnaires de l'I. S. R. ; nous ajoutons que les partisans de l'I. S. R. doivent faire tout leur possible pour faire triompher ces principes au Congrès mondial d'unité, mais nous répétons que notre but n'est pas seulement « d'unir les ouvriers sur la base des principes de l'I. S. R. » ainsi que l'indiquent nos camarades allemands dans leur résolution, mais d'unir tous les travailleurs groupés dans les deux Internationales. D'unir ceux qui sont trompés par les « chefs » social-démocrates avec ceux qui suivent le programme de l'I. S. R., de façon à les gagner à notre cause.

Les « chefs » d'Amsterdam — à l'exception de la fraction de gauche — font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher les travailleurs de venir à nous, nous devons faire tout notre possible pour aller à eux et l'unité syndicale nous donne ce moyen. Elle nous permet en outre de nous rapprocher de la gauche d'Amsterdam, non pas pour lui accorder une confiance aveugle mais pour faire front avec elle contre sa droite scissionniste qui poursuit la tactique d'exclusion des communistes.

Dire aussi que l'unité « ne sera effective que dans la mesure où les masses s'uniront dans la lutte », c'est envisager le problème d'une façon par trop empirique ; l'expérience nous a montré que les travailleurs groupés à Amsterdam et à Moscou s'unissent souvent dans des mouvements de grève pour se séparer ensuite quand la grève est terminée. Ainsi l'unité se réalise pour et dans la lutte et elle se brise quand la lutte se termine.

En conséquence, réalisons d'abord l'unité organique par le Congrès mondial de fusion et les masses étant ainsi unies avant, pendant et après la lutte contre le patronat, se consolideront et rendront alors l'unité vraiment efficace et durable.

Comme la réalisation du Congrès mondial de fusion se rapprochera dans la mesure où la gauche d'Amsterdam se renforcera, nous devons aider cette gauche de toutes nos forces en nous rapprochant de plus en plus des travailleurs qui la composent et en soutenant ses « chefs » sans jamais les glorifier, mais en signalant leurs déclarations et leurs actes sur la question de l'unité et sur leur opposition à la droite au sujet du plan Dawes.

Cette gauche s'est prononcée pour l'unité. Quels que soient les désaccords idéologiques qui existent entre eux et nous et qui subsisteront, nous devons, sans poser de conditions préalables, faire bloc avec eux pour la fusion des deux Internationales dans une Internationale syndicale unifiée des travailleurs du monde.

Pierre SEMARD.

Les contradictions du capitalisme moderne

Cet article du camarade Boukharine paraîtra dans le prochain numéro de la revue politico-économique du C. C. du P. C. R. Nous reproduisons cet article avec la permission de la rédaction et attirons l'attention de nos lecteurs sur les problèmes de superimpérialisme qu'il pose. Cette théorie de Kautsky-Hilferding est en ce moment en pleine vogue dans les rangs de la social-démocratie. Elle est l'appréciation social-démocrate du phénomène de l'immixtion du capital américain dans la vie économique de l'Europe. L'article de Boukharine a d'autant plus d'intérêt qu'il y a même des communistes qui se sont raliés à cette théorie.

Dans les « théories de la plus-value », Marx définit l'apologie des économistes bourgeois comme étant un système d'idées sur le capitalisme qui voit l'unité des rapports capitalistes, mais ne discerne pas les antagonismes qu'ils renferment et ne peut, par conséquent, comprendre la société capitaliste comme un ensemble de contradictions et ne peut saisir le mécanisme intérieur de l'évolution capitaliste.

La société communiste est une société organisée, où règne le « plan » d'ensemble qui se développe rationnellement. C'est une société qui possède la faculté de diriger sa propre évolution. Le capitalisme prépare cette société, il crée les prémisses de l'organisation générale de la société de l'avenir.

Mais la mission historique du capitalisme a comme terme, non pas la société organisée, mais la plus formidable explosion des contradictions sociales — la révolution.

D'autre part, ce n'est pas seulement l'antagonisme des classes accru au plus haut point — la force propulsive la plus puissante de l'époque actuelle — que nous apercevons au bout de l'évolution du régime capitaliste. Toutes les contradictions du capitalisme : crises, concurrence, guerres, s'y trouvent multipliées. La théorie révolutionnaire marxiste considère l'ensemble du développement de la société capitaliste du point de vue de la reproduction toujours élargie des contradictions capitalistes : c'est ainsi seulement que l'on peut tracer un tableau du monde bourgeois correspondant à la réalité.

L'humanité — aussi bien sa partie prolétarienne que les maraudeurs de la bourgeoisie — fait en ce moment le bilan de la guerre mondiale, de la première bataille impérialiste embrasant le monde entier. Les apologistes social-démocrates, eux aussi, tirent leur bilan ; les ex-ministres des cours bourgeoises — royales et républicaines — les petits-bourgeois quasi-marxistes, aspirant à une existence paisible et tranquille, ces philistins drapés en robe de chambre moelleuse arrosée du sang des victimes du régime « démocratique » de Noske.

Un de ces champions du piteux « marxisme » wilsonisé est M. Hilferding, qui évince rapidement son parrain, maître et précepteur Karl Kautsky, du cimetière des théories social-démocrates.

Dans le numéro 1 de la revue *Die Gesellschaft* (La Société), Hilferding publie un article théorique-programme, intitulé : « Problèmes de l'époque ». Nous n'avons pas la possibilité de nous arrêter sur les détails de l'article, d'autant plus que d'autres camarades lui ont déjà répondu. Nous dirons pour-

tant quelques mots au sujet de certains raisonnements de M. Hilferding.

Voyons tout d'abord le problème du « capitalisme organisé ». C'est, en effet, un des « problèmes de l'époque ». Mais que nous dit ici la théorie social-démocrate ?

M. Hilferding constate avec raison la concentration et la centralisation toujours plus avancées du capital, la croissance des cartels monopolistes, etc., etc.

« C'est la transition du capitalisme de la libre concurrence au capitalisme organisé. »

« Parallèlement s'affermir, dans l'économie, l'ordre et la direction conscients, qui ont tendance à remplacer l'anarchie immanente du capitalisme de la libre concurrence. »

Qu'y a-t-il là d'étonnant ? Cette tendance n'a-t-elle pas été enseignée des centaines de fois dans nos écrits communistes ?

Evidemment. Mais nous en avons parlé d'une tout autre façon que Hilferding.

Ce dernier ne comprend pas, ne voit, ne veut pas voir que la tendance à l'organisation se développe aussi en des formes antagonistes, contradictoires. Comme apologiste du capitalisme, Hilferding se tait sur ces contradictions, il se tait précisément sur ce que l'analyse marxiste doit faire ressortir en premier lieu.

Pour M. Hilferding semble s'ouvrir une ère de capitalisme organisé, sciemment dirigé, d'un capitalisme sans crises, sans chômage, avec des salaires stables et sagement réglés, etc.

Mais la réalité est tout autre, et c'est fatal. Car la suppression de la libre concurrence dans le cadre d'un pays capitaliste, le fait qu'on y a surmonté l'anarchie de la production, impliquent un redoublement de la « libre concurrence » entre les pays, un accroissement de l'anarchie de l'économie mondiale, en d'autres termes, une reproduction élargie des contradictions capitalistes.

Seul le point de vue borné de « l'économie nationale », devenu le point de vue du professeur décrié, peut « faire abstraction » de l'économie mondiale.

M. Hilferding ne s'aperçoit de l'existence d'une économie mondiale que lorsque son oreille perçoit le tendre son du dollar américain, cet élixir merveilleux qui ranime le pauvre mark allemand, qui « puait trois jours » déjà, comme saint Lazare de l'Évangile et que le Christ américain, chaussé des bottes du général Dawes, doit ressusciter.

Mais M. Hilferding est aveugle lorsqu'il s'agit de voir les contradictions de l'économie mondiale. Il est sourd lorsque ces contradictions clament contre les apologistes d'une voix qui est loin d'être mélodieuse.

L'anarchie est « surmontée » ! Les crises « disparaissent » ! Mais regardons un peu la réalité. L'économie mondiale est maintenant moins unie qu'auparavant. Tous ceux qui l'ont étudiée le reconnaissent. Tous emploient les termes : « déclin de l'économie mondiale », « dégénérescence de l'économie mondiale », etc... Hilferding, l'esprit serrein, parle inlassablement de l'anarchie surmontée.

En réalité, l'anarchie du capitalisme n'est pas surmontée, mais s'est, au contraire, aggravée. Elle a, il est vrai, changé de forme.

L'anarchie, dans les relations d'une quantité innombrable de petites entreprises, s'est transformée en une lutte formidable des monstres impérialistes sur le théâtre mondial — lutte féroce, causant des pertes économiques incalculables. De même pour ses crises. Au sein des trusts, l'anarchie est évidemment surmontée et les crises *intérieures* disparaissent. Mais ce serait un illusionnisme ridicule de penser que les crises en général disparaissent. La récente *crise mondiale* aurait dû, semble-t-il, enfoncer un peu de dialectique même dans les crânes social-démocrates.

Cependant, il serait injuste d'affirmer que Hilferding ne comprend pas du tout de quoi il s'agit. Il fait simplement le sourd. Demandant l'aumône aux riches passants américains qui se pavent sur les boulevards de Berlin, il *simule*. Soit, c'est dans l'ordre des choses !

M. Hilferding reconnaît que la victoire incombe au capital anglo-saxon ; M. Hilferding est prêt, à se concilier avec la « suprématie politique et spirituelle » des Anglo-Saxons. Et c'est là que M. Hilferding commence à découvrir le vrai paradis social-démocrate.

Le marxisme affirmait jusqu'à présent que les guerres sont indissolublement liées avec le capitalisme. Mais notre « penseur » attaque courageusement cette conception périmée :

« L'intérêt des Etats anglo-saxons, tout particulièrement de l'Angleterre, consiste surtout à consolider les conquêtes acquises et beaucoup moins à tenter une expansion territoriale nouvelle... Les intérêts des masses... démocratiques sont en harmonie complète avec... ces intérêts »

Et plus loin, tout à fait ouvertement :

« Est-ce que le capitalisme engendre fatalement la guerre, de sorte que la paix ne peut être assurée que par la suppression totale du capitalisme ? Ou bien peut-on créer, par une politique conséquente (!), qui limiterait la souveraineté des Etats en faveur d'une organisation super-étatique, de nouvelles formes d'ordre politique ? N'y a-t-il pas ici aussi (!!! N.B.) plus de place pour une évolution pacifique que l'on ne le pensait jusqu'à présent ? »

Et M. Hilferding fait savoir qu'il est tout entier pour l'évolution pacifique contre la révolution violente, pour la « Société des Nations » et contre la souveraineté des Etats, pour la « suprématie » anglo-saxonne, pour le dollar et autres bienfaits. Il se déclare contre les événements qui se sont déroulés dans l'« Europe orientale » et auxquels il consacre seulement deux mots méprisants, en vrai « savant » consciencieux et respectable !

Ainsi, M. Hilferding fait ressusciter l'« ultra-impérialisme » de Karl Kautsky, qui prêchait cette utopie déjà au début de la guerre. L'« ironie de l'histoire » est remarquable. Avant la guerre, Kautsky aussi se pâmait devant les formes politiques anglaises, déclarant l'impérialisme anglais innocent comme un enfant et défenseur de la paix et de l'amour éternels. Et quelle ironie ! Maintenant, où la préparation franco-anglo-russe à la guerre est prouvée par les documents, après le carnage mondial — la pensée des théoriciens social-démocrates revient à son point de départ !

Ainsi donc, M. Hilferding bégale une réponse affirmative à la question de l'« ultra-impérialisme ». D'une façon générale, cette « alliance des alliances » impérialistes, cette « organisation super-étatique », ce « trust mondial » uni, etc., pourraient être réalisés par deux moyens :

Soit par un accord,

Soit par la lutte et par la victoire du groupe le plus fort.

Avoir des espérances quant au premier procédé, c'est *absurde*. Car l'accord n'est possible et réel que lorsqu'il y a égalité de forces, lorsque la victoire est improbable, lorsque la lutte paraît sans issue. Or, qui osera affirmer qu'il y a maintenant égalité de forces ?

Le second procédé est celui de la victoire. Hilferding « prend pour base » la victoire des « anglo-saxons ». La « suprématie » anglo-saxonne est pour lui la véritable « Société des Nations ».

Mais c'est aussi une illusion. D'abord parce que dans cette suprématie il n'y a aucune unité, ensuite parce qu'il existe d'innombrables autres antagonismes qui rendent ce « paradis » tout à fait illusoire.

La victoire de l'Amérique est évidemment un fait. Mais de là au « capitalisme mondial organisé » par l'Amérique, la distance est grande. L'Amérique voudrait « rationner » la population de l'Europe pour employer l'expression du camarade Trotsky. Mais une chose est le désir et autre chose la réalité.

Evidemment, s'il n'y avait pas d'autres concurrents, s'il n'y avait pas de conflits européens, s'il n'y avait pas de mouvements coloniaux qui peuvent d'un coup changer le tableau du monde, s'il n'y avait pas l'Orient (voir la fermentation en Chine), s'il n'y avait pas la résistance de la classe ouvrière, s'il n'y avait pas l'antagonisme entre le Japon et l'Amérique, etc., etc.; en d'autres termes, si la réalité était le contraire de ce qu'elle est, s'il n'existait au monde que la seule tendance pan-américaine, *alors, et alors seulement* nous aurions une « Société des Nations », un trust mondial et des rations européennes distribuées par l'oncle d'Amérique.

Notre tactique ne peut ignorer un phénomène aussi important que la supériorité de l'Amérique. Mais il existe une multitude d'autres faits desquels il faut tenir compte dans une analyse des contradictions du capitalisme moderne.

Cette analyse est la tâche principale de nos théoriciens. Nous ne pourrions définir, d'une façon exacte, notre tactique que lorsque nous aurons tracé dans toute sa complexité concrète le tableau de la réalité capitaliste, dont l'élément le plus important est l'existence de tendances contradictoires.

N. BOUKHARINE.

...Nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins latente, qui travaille la société jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en une révolution ouverte et où le Proletariat fondera sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie.

K. MARX.

(Manifeste Communiste.)

La Bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle essentiellement révolutionnaire.

K. MARX.

Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence dès sa naissance.

K. MARX.

La théorie de l'Etat dans la 1^{re} Internationale

Dans l'Adresse de l'Association Internationale des Travailleurs sur la Commune de Paris, Marx a tiré les enseignements de ce grand événement historique qui a si considérablement enrichi les théories marxistes sur l'Etat, sur la prise du pouvoir, sur la dictature du prolétariat.

Toute cette importante partie de la théorie de Marx a été complètement délaissée par les théoriciens de la II^e Internationale, les Kautsky, les Guesde et autres. Ces dignes représentants de la période pacifique de 1870 à 1914 ne parvenaient pas à comprendre que la conquête du pouvoir par le prolétariat ne se réduit pas à une simple question de conquête successive des sièges au Parlement, mais qu'il s'agit là du *problème fondamental du mouvement prolétarien en période impérialiste et révolutionnaire*.

Seuls Lénine et les bolchéviks auxquels le problème de la prise du pouvoir s'était posé dans les lueurs des révolutions de 1905 et 1917, comprennent toute la portée historique des théories de Marx sur la dictature, exposées notamment dans l'Adresse sur la Commune de Paris.

Nous donnons, en cet anniversaire de la I^{re} Internationale, quelques extraits du livre de Lénine sur *l'Etat et la Révolution* où il expose les théories de Marx et de l'Association Internationale des Travailleurs sur cette question.

LA REDACTION.

Dans la *Guerre civile en France* (1), Marx soumet à une analyse des plus attentives l'expérience de la Commune, toute faible qu'elle ait été. Nous citons les points principaux de cet ouvrage :

Au XIX^e siècle se développait, transmis par le Moyen-Age, « le pouvoir d'Etat centralisé avec ses organes inévitables : armée permanente, police, bureaucratie, clergé, magistrature ». Grâce au développement de l'antagonisme de classe entre le capital et le travail, « le pouvoir d'Etat a revêtu de plus en plus le caractère de pouvoir public propre à asservir le travail, le caractère de machine à réaliser la domination de classe. Après chaque révolution marquant un certain pas en avant de la lutte de classe, le caractère oppresseur du pouvoir d'Etat se fait sentir de plus en plus. » Après la Révolution de 1848-49, le pouvoir d'Etat devient « l'instrument national de la guerre du capital contre le travail ». Le Second Empire ne fait que le consolider.

« La Commune a été l'antipode de l'Empire ». Elle a été une forme déterminée, une « république qui devait supprimer non seulement la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même »...

En quoi consistait cette forme « déterminée » de république prolétarienne, socialiste ? Quelle espèce d'Etat a-t-elle commencé à créer ?

« La Commune commença par décréter la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple armé ».

Cette exigence se trouve aujourd'hui dans le programme de tous les partis qui se disent socialistes. Mais on voit ce que valent les programmes de nos socialistes-révolutionnaires et de nos men-

chéviks, qui ont justement refusé, après la révolution de mars, de réaliser cette exigence.

« La Commune fut formée de conseillers municipaux élus au suffrage universel dans les différents arrondissements de Paris. Ils étaient responsables et en tout temps amovibles. La majorité se composait naturellement d'ouvriers ou de représentants reconnus de la classe ouvrière... »

« La police, jusque-là instrument du pouvoir gouvernemental, fut immédiatement dépouillée de toutes ses fonctions politiques et transformée en un organe responsable de la Commune, amovible en tout temps... »

« De même pour les fonctionnaires de tous les services de l'administration. A commencer par les membres de la Commune, du haut en bas, les services publics devaient se faire moyennant un *salaire d'ouvrier*. Tous les privilèges, toutes les allocations fournies pour frais de représentation aux hauts fonctionnaires de l'Etat disparurent avec ces fonctionnaires. Dès la suppression de l'armée permanente et de la police, ces instruments du pouvoir matériel de l'ancien gouvernement, la Commune se mit immédiatement en devoir de briser l'instrument d'asservissement moral, la puissance du clergé... Les magistrats perdirent leur indépendance apparente... Désormais ils durent être élus au scrutin public, être responsables et amovibles ».

Ainsi, la Commune se contentait pour ainsi dire de remplacer la machine d'Etat rompue par une démocratie plus complète : suppression de l'armée permanente, éligibilité et amovibilité de tous les fonctionnaires. En fait, cela aboutissait au travail gigantesque de remplacer certaines institutions par des institutions de principe essentiellement différent. C'est ici justement un cas de « transformation de la quantité en qualité » : la démocratie, réalisée aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le rêver, est devenue prolétarienne de bourgeoisie qu'elle était ; l'Etat, cette force destinée à opprimer une certaine classe, s'est transformée en quelque chose qui n'est plus proprement l'Etat.

Ecraser la bourgeoisie et sa résistance n'en reste pas moins une nécessité. Pour la Commune, cela était particulièrement nécessaire, et l'une des causes de sa défaite a été de ne pas s'y prendre assez résolument. Seulement l'organe opprimant, c'est ici la majorité de la population et non plus la minorité, comme c'était toujours le cas sous l'esclavage, sous le servage et sous le régime du salariat. Or, du moment que c'est la majorité du peuple elle-même qui écrase ses oppresseurs, il n'est plus besoin d'une « force spéciale » d'écrasement. C'est en ce sens que l'Etat commence à dépérir. Au lieu des institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut directement remplir ces fonctions, et plus le peuple lui-même assumera les fonctions du pouvoir d'Etat, moins se fera sentir la nécessité de ce pouvoir.

A cet égard une des mesures prises par la Commune et soulignée par Marx est particulièrement remarquable : suppression de tous frais de représentation, suppression des privilèges pécuniaires des fonctionnaires, abaissement de tous les traitements administratifs au niveau du « sa-

(1) Traduite en français sous le titre : *la Commune de Paris*.

laire ouvrier ». C'est ici que se fait le mieux sentir le passage de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, le passage de la démocratie des oppresseurs à la démocratie des opprimés, le passage de la domination d'une « force spéciale » pour l'oppression d'une certaine classe à l'écrasement des oppresseurs par les forces combinées de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans. Et c'est précisément sur ce point le plus important, le plus indiscutable peut-être de la question de l'Etat, que les leçons de Marx sont le plus oubliées ! Dans les innombrables commentaires populaires, pas un mot de tout cela ! Il est « d'usage » de se faire là-dessus, comme sur une « naïveté » surannée, exactement comme les chrétiens, une fois leur culte devenu religion d'Etat, ont « oublié » les « naïvetés » du christianisme primitif et son esprit démocratique révolutionnaire.

L'abaissement du traitement des hauts fonctionnaires d'Etat semble la « simple » exigence d'un démocratisation naïf et primitif. L'un des fondateurs de l'opportunisme moderne, l'ex-social-démocrate Ed. Bernstein, s'est exercé maintes fois à répéter les fades sarcasmes bourgeois contre le « démocratisation » primitif ». Comme tous les opportunistes et comme les kautskystes de nos jours, il n'a absolument pas compris que, tout d'abord, le passage du capitalisme au socialisme est impossible sans un certain « retour » au démocratisation « primitif » : comment effectuer autrement l'exécution des fonctions d'Etat par la majorité de la population et par la population tout entière ? Ensuite il n'a pas vu que le « démocratisation primitif » sur la base du capitalisme et de la civilisation capitaliste est autre chose que le démocratisation primitif des époques anciennes ou pré-capitalistes. La civilisation capitaliste a créé la grande production, les usines, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc. ; or, sur cette base, la grande majorité des fonctions du vieux « pouvoir d'Etat », se sont tellement simplifiées et peuvent être réduites à des opérations si simples d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, que ces fonctions deviendront pleinement accessibles à tous les citoyens sachant lire, moyennant le « salaire ouvrier habituel », et pourront et devront perdre jusqu'à l'ombre de tout caractère privilégié et hiérarchique.

Eligibilité complète, amovibilité en tout temps de tous les emplois sans exception, abaissement des traitements au salaire ouvrier habituel, ces mesures démocratiques simples et allant de soi, en solidarissant les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de passerelle entre le capitalisme et le socialisme. Ces mesures concernent la réforme gouvernementale et purement politique de la société, mais elles ne revêtent naturellement toute leur signification et toute leur portée qu'avec l'« expropriation des expropriateurs », préparée ou réalisée, c'est-à-dire avec le passage de la propriété privée capitaliste des moyens de production à la propriété publique.

« La Commune, écrivait Marx, a réalisé la devise de toutes les révolutions bourgeoises, le gouvernement à bon marché, en supprimant les deux plus grosses sources de dépenses : l'armée et le fonctionnarisme ».

Parmi les paysans, comme parmi les autres couches de la petite bourgeoisie, seule une infime minorité « surnage » — « parvient », au sens bourgeois du mot — c'est-à-dire que ses membres deviennent des gens aisés, des bourgeois, ou des fonctionnaires assurés et privilégiés. L'immense majorité de la classe paysanne, dans n'importe

quel pays capitaliste où il y a une classe paysanne (et c'est la majorité), est opprimée par l'Etat et aspire à le renverser, aspire à avoir enfin un « gouvernement à bon marché ». C'est une entreprise que seul le prolétariat peut réaliser, et en la réalisant, il avance d'un pas vers la transformation socialiste de l'Etat.

Destruction de l'Etat parasite

Nous avons cité déjà les paroles de Marx sur ce point, nous n'avons qu'à les compléter.

« C'est le sort habituel de toute nouvelle création historique, a écrit Marx, qu'on la prend pour une des formes anciennes et même mortes de la vie sociale, avec lesquelles les nouvelles institutions ont tant soit peu de ressemblance. De même, cette Commune nouvelle qui brise (*bricht*) le pouvoir d'Etat actuel a été regardée comme une tentative de résurrection de la commune du Moyen Age... comme une confédération de petits Etats (Montesquieu, puis les Girondins)... comme une forme exagérée de l'ancienne lutte contre la centralisation excessive... »

« Le régime communal rendrait au corps social toutes les forces que dévore encore aujourd'hui cette excroissance parasitaire nommée « l'Etat », qui vit aux dépens de la société et entrave son libre développement. Rien que cela ferait faire un grand pas à la renaissance de la France... »

« Le régime communal amènerait les producteurs agricoles sous la direction morale des villes principales de chaque région et leur assurerait en la personne des ouvriers des villes des représentants naturels de leurs intérêts. L'existence même de la commune entraînerait tout naturellement l'autonomie de l'administration locale, mais non plus comme contrepois au pouvoir d'Etat devenu dès lors superflu... »

« Destruction du pouvoir d'Etat », « excroissance parasitaire », « amputation », « démolition » de ce pouvoir, « le pouvoir d'Etat, devenu maintenant superflu » — voilà en quels termes Marx parle de l'Etat, en jugeant et analysant l'expérience de la Commune.

Voilà quelque cinquante ans que tout cela fut écrit, et maintenant, il faut presque faire des fouilles pour livrer à la conscience des masses un marxisme non frelaté. Les conclusions tirées des observations de la dernière révolution que Marx a vécue, ont été oubliées juste au moment des grandes révolutions modernes du prolétariat.

« La diversité des jugements auxquels donna lieu la Commune, la diversité des intérêts qui trouvèrent en elle leur expression, prouvent qu'elle a été une forme politique d'une souplesse sans précédent, alors que toutes les formes antérieures de gouvernement étaient essentiellement oppressives. Tout son secret consiste en ce qu'elle a été au fond le gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe productrice contre la classe accapareuse ; elle a été enfin une forme politique ouverte, sous laquelle pouvait s'accomplir l'affranchissement économique du travail... »

« Sans cette dernière condition, le régime communal eût été une impossibilité et un leurre ».

Des utopistes se sont préoccupés de « rechercher » les formes politiques sous lesquelles devrait se produire la réforme socialiste de la société. Les anarchistes ont écarté la question des formes politiques en général. Les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ont accepté les formes politiques bourgeoises de l'Etat démocratique parlementaire comme une limite infranchis-

sable, ils se sont fendu le front à force de prier pour ce « modèle des modèles », et ils ont traité d'anarchisme toute tentative pour le détruire.

De toute l'histoire du socialisme et de la lutte politique, Marx a conclu que l'Etat est condamné à disparaître, que la forme transitoire de sa disparition, c'est-à-dire le passage de l'Etat au non-Etat, sera « le prolétariat organisé en classe dominante ». Quant à découvrir les formes politiques de cet avenir, Marx ne s'y est pas hasardé. Il s'est borné à l'observation exacte, à l'analyse de l'histoire de France et à la conclusion qui ressortait de l'année 1851 : nous approchons de la destruction de la machine d'Etat bourgeoise.

Lorsque le mouvement révolutionnaire du prolétariat éclata en grand, malgré l'insuccès de ce mouvement, malgré son existence éphémère et son étonnante faiblesse, Marx se mit à étudier les formes qu'il avait révélées.

La Commune, c'est la forme, « révélée enfin » par la révolution prolétarienne, sous laquelle peut s'accomplir l'affranchissement économique du travail.

La Commune, c'est la première tentative de révolution prolétarienne pour démolir la machine d'Etat bourgeoise, et la forme politique « révélée enfin » qui peut et qui doit remplacer ce qui a été démolie.

N. LENINE.

L'adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs

Dans le dernier numéro du Bulletin Communiste, nous avons publié, sous la plume de Riazanov, un bref historique de la fondation de la 1^{re} Internationale.

Nous donnons, aujourd'hui, quelques extraits de l'Adresse Inaugurale, le premier document publié par elle et écrit par Marx. — La Réd.

Depuis 1848, un développement inouï de l'industrie et une expansion inimaginable des exportations et des importations a eu lieu dans ces pays. Partout « l'augmentation de richesse et de puissance exclusivement restreinte aux classes qui possèdent » a été réellement « enivrante ». Partout, comme en Angleterre, une petite minorité de la classe ouvrière a obtenu réellement une petite augmentation de salaire ; mais, dans la plupart des cas, la hausse monétaire des salaires ne dénotait pas plus l'accroissement du bien-être des salariés que l'élévation du coût de l'entretien des pensionnaires dans l'hôpital des pauvres ou dans l'asile des orphelins de la métropole, de 7 livres 7 shillings 4 pence en 1852, à 9 livres 15 sh. 8 p. en 1862, ne leur bénéficiait et n'augmentait leur bien-être. Partout, la grande masse des classes laborieuses descendait toujours plus bas, dans la même proportion au moins que celles qui sont au-dessus d'elles montaient plus haut sur l'échelle sociale. Dans tous les pays de l'Europe — c'est devenu actuellement une vérité incontestable à tout esprit impartial, et déniée par ceux-là seulement dont l'intérêt consiste à promettre aux autres monts et merveilles — ni le perfectionnement des machines, ni l'application de la science à la production, ni la découverte de nouvelles communications, ni les nouvelles colonies, ni l'émigration, ni la création de nouveaux débouchés, ni le libre-échange, ni toutes ces choses ensemble ne sont en état de supprimer la misère des classes laborieuses ; au contraire, tant que la base fautive d'à présent existera, chaque nouveau développement de la force productive du travail creusera nécessairement un abîme plus large et plus profond entre les différentes classes et fera ressortir davantage l'antagonisme social.

Durant cette enivrante époque de progrès économique, la mort d'inanition s'est élevée à la hauteur d'une institution sociale dans la métropole britannique. Cette époque est marquée, dans les annales du monde, par les retours accélérés, par l'étendue de plus en plus vaste et par les effets de plus en plus meurtriers de la peste sociale appelée : la crise commerciale et industrielle.

Après la défaite des révolutions de 1848, toutes les associations et tous les journaux politiques des classes ouvrières furent écrasés sur le continent par la main brutale de la force ; les plus avancés parmi les fils du travail s'enfuirent désespérés de l'autre côté de l'Océan, aux Etats-Unis, et les rêves éphémères d'affranchissement s'évanouirent devant une époque de fièvre industrielle, de marasme moral et de réaction politique.

Dû en partie à la diplomatie anglaise qui agissait, alors comme maintenant, dans un esprit de fraternelle solidarité avec le cabinet de Saint-Petersbourg, l'échec de la classe ouvrière continentale répandit bientôt ses effets contagieux de ce côté de la Manche. La défaite de leurs frères du continent, en faisant perdre aux ouvriers anglais toute virilité, toute foi dans leur propre cause, rendait en même temps au seigneur de la terre et au seigneur de l'argent, au propriétaire et au capitaliste, leur confiance quelque peu ébranlée. Ils retirèrent insolemment les concessions déjà annoncées.

En vain essaya-t-on d'entretenir ou de réformer le mouvement chartiste, tous les efforts échouèrent complètement. Dans la presse, les organes de la classe ouvrière moururent l'un après l'autre de l'apathie des masses et, en fait, jamais l'ouvrier anglais n'avait paru accepter si entièrement sa nullité politique.

Donc, s'il n'y avait pas eu solidarité d'action entre la classe ouvrière de la Grande-Bretagne et celle du continent, il y avait en tout cas, entre elles, solidarité et défaite.

Cependant, cette période écoulée depuis les révolutions de 1848 a eu aussi ses compensations. Nous n'indiquerons ici que deux faits très importants.

Après une lutte de trente années, soutenue avec la plus admirable persévérance, la classe ouvrière anglaise, profitant d'une brouille momentanée entre les maîtres de la terre et les maîtres de l'argent, réussit à enlever le *bill* des dix heures.

Les immenses bienfaits physiques, moraux et intellectuels qui en résultèrent pour les ouvriers des manufactures ont été enregistrés dans les rapports bisannuels des inspecteurs des fabriques et, de tous côtés, on se plait maintenant à les reconnaître. La plupart des gouvernements continentaux furent obligés d'accepter la loi anglaise dans les manufactures, sous une forme plus ou moins modifiée, et le Parlement anglais est lui-même, chaque année, forcé d'étendre et d'élargir le cercle de son action.

Mais, à côté de son utilité pratique, il y avait dans la loi certains autres caractères bien faits pour en rehausser le merveilleux succès. Par l'organe de ses oracles les plus connus, tels que le docteur Ure, le professeur Senior et autres philosophes de cette trempe, la bourgeoisie avait prédit et, à sa grande satisfaction, démontré que toute intervention de la loi pour limiter les heures de travail devait sonner le glas de l'industrie anglaise qui, semblable au vampire, ne pouvait vivre que de sang, et du sang des enfants, elle aussi. Jadis, le meurtre d'un enfant était un rite mystérieux de la religion de Moloch, mais on ne le pratiquait qu'en des occasions très solennelles, une fois par an peut-être, et encore Moloch n'avait-il pas de penchant exclusif pour les enfants du pauvre.

Ce qui, dans cette question de la limitation légale des heures de travail, donnait au conflit un véritable caractère d'acharnement et de fureur, c'est que, sans parler des terreurs de l'avarice, la question engagée soulevait de nouveau et décidait même en partie la grande querelle entre la loi aveugle de l'offre et de la demande, qui est toute l'économie politique de la classe bourgeoise, et la production sociale contrôlée et régie par la prévoyance sociale, qui constitue l'économie politique de la classe ouvrière.

Le bill des dix heures ne fut donc pas seulement un succès pratique : ce fut aussi le triomphe d'un principe ; pour la première fois, au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie avait été battue par l'économie politique de la classe ouvrière.

Mais il était réservé à l'économie politique du Travail de remporter bientôt un triomphe plus complet encore sur l'économie politique du Capital. Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des manufactures coopératives créées par l'initiative isolée de quelques « bras » entrepreneurs. La valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite. Elles ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne, pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de bras ; elles ont montré qu'il n'était pas nécessaire à la production de la richesse que l'instrument de travail fût monopolisé et servit ainsi d'instrument de domination et d'extorsion contre le travailleur lui-même ; elles ont montré que, comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé apportant à sa tâche un bras ferme, un esprit dispos, un cœur joyeux. En Angleterre, c'est Robert Owen qui jeta les germes du système coopératif ; les entreprises des ouvriers, tentées sur le continent, ne furent en fait que la réalisation pratique des théories non découvertes, mais hautement proclamées en 1848.

En même temps, l'expérience de cette période (1848-1864) a prouvé jusqu'à l'évidence que, si excellent qu'il fût en principe, si utile qu'il se montrât dans l'application, le travail coopératif, limité étroitement aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers, ne pourra jamais arrêter le développement, en proportion géométrique, du monopole, ni affranchir les masses, ni même alléger un tant soit peu le fardeau de leurs misères. C'est peut-être précisément le motif qui a décidé de grands seigneurs spécieux, des philanthropes bourgeois, et même des économistes pointus, à

accabler tout à coup d'éloges affadissants ce système coopératif qu'ils avaient en vain essayé d'écraser, lorsqu'il venait à peine d'éclorre, ce système coopératif qu'ils représentaient alors d'un ton railleur comme une utopie de rêveur, ou qu'ils anathématisaient comme un sacrilège de socialiste.

Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux. Mais les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation du travail, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possibles.

La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière.

Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs.

Il est un élément de succès que ce parti possède : il a le nombre ; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's Hall, le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association Internationale.

Si l'affranchissement des travailleurs demande, pour être assuré, leur concours fraternel, comment peuvent-ils remplir cette grande mission si une politique étrangère, mue par de criminels dessein et mettant en jeu les préjugés nationaux, répand dans des guerres de pirates le sang et l'argent du peuple ? Ce n'est pas la prudence des classes gouvernantes de l'Angleterre, mais bien l'opposition de la classe ouvrière à leur criminelle folie qui a épargné à l'Europe occidentale l'infamie d'une croisade pour le maintien et le développement de l'esclavage de l'autre côté de l'Océan. L'approbation sans pudeur, la sympathie dérisoire ou l'indifférence idiote avec lesquelles les classes supérieures d'Europe ont vu la Russie saisir comme une proie les montagnes-forteresses du Caucase et assassiner l'héroïque Pologne, les empiètements immenses et sans obstacles de cette puissance barbare dont la tête est à Saint-Petersbourg et dont on retrouve la main dans tous les cabinets d'Europe, ont appris aux travailleurs qu'il leur fallait se mettre au courant des mystères de la politique internationale, surveiller la conduite diplomatique de leurs gouvernements respectifs, la combattre au besoin par tous les moyens en leur pouvoir, et enfin, lorsqu'ils seraient impuissants à rien empêcher, s'entendre pour une protestation commune, et revendiquer les lois de la morale et de la justice, qui doivent gouverner les relations des individus, comme la règle suprême des rapports entre les nations.

Combattre pour une politique étrangère de cette nature, c'est prendre part à la lutte générale pour l'affranchissement des travailleurs.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

AUGUSTE BLANQUI

défenseur de la dictature du prolétariat

« Qui a du fer a du pain »

L'attitude si caractéristique des théoriciens de la 2^e Internationale à l'égard des conceptions de Marx sur l'Etat et la dictature du prolétariat, trouve son pendant dans leur attitude à l'égard de *Blanqui*. Ils n'ont jamais su apprécier ce qu'il y a de grand et de vrai dans les conceptions de ce révolutionnaire. Les social-pacifistes ont écrit pas mal de livres sur les utopistes du socialisme, depuis Campanella jusqu'à Fourier et Owen, mais ils ont totalement ignoré *Auguste Blanqui*.

Dans les rangs de la 2^e Internationale — qui, au cours de son développement, tombait de plus en plus sous l'emprise des opportunistes — il n'y avait place que pour le travail *strictement légal*.

Ce ne fut pas seulement dans l'activité pratique de tous les jours — basement opportuniste et routinière — mais aussi dans la théorie que la deuxième Internationale retombait loin derrière la première.

Pour les Kautsky et Cie, la révolution prolétarienne devait essentiellement avoir un caractère économique.

Il ne venait pas à l'idée des théoriciens social-pacifistes — qui n'avaient jamais mené une lutte véritablement révolutionnaire ni vu de près des événements révolutionnaires — que pour la révolution prolétarienne il ne se pose pas seulement le grand problème du degré de l'évolution et de la désagrégation économiques — problème évidemment fondamental — mais aussi celui de *l'insurrection consciente*.

Ce fut encore Lénine qui corrigea cette faute si caractéristique pour toute une époque historique.

Dans la lettre classique qu'il adressait les premiers jours de septembre 1917 au Comité Central du Parti bolchevik, en traitant le problème de l'insurrection, Lénine dit entre autres :

« Pour être entièrement victorieuse, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe avancée. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur la poussée révolutionnaire de tout le peuple. Voilà le second point. L'insurrection doit éclater à l'apogée de la révolution ascendante, c'est-à-dire au moment où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus grande, où les *oscillations* parmi les ennemis et *parmi les amis faibles et indécis de la révolution sont les plus fortes*. C'est là le troisième point. C'est par ces trois conditions qu'il fait entrer dans la position de la question de l'insurrection que le *marxisme se distingue du blanquisme*.

« Mais du moment que ces conditions existent, c'est trahir le marxisme et la révolution que de se refuser à considérer l'insurrection comme un art. »

Les théoriciens de la 2^e Internationale, qui n'ont jamais saisi la portée historique de cette conception de la révolution, étaient fatalement incapables de rendre justice à un homme comme *Blanqui* et d'apprécier ce qu'il y a de bon dans ses idées.

C'est pour réparer dans une faible mesure cette injustice que nous donnons, à l'occasion de l'an-

niversaire de la 1^{re} Internationale, quelques extraits du livre de Maurice Dommanget sur *Blanqui*.

LA REDACTION.

En août 1867, discutant les thèses proudhoniennes, *Blanqui* note l'influence prépondérante de l'Etat dans la vie sociale. Toute théorie qui prétend émanciper la classe ouvrière sans tenir compte de l'Etat, lui apparaît comme une chimère et — « peut-être » — une trahison. Il la voit démentie par l'évidence et l'histoire. « La question de gouvernement est une question de vie ou de mort ». Les gouvernements perdent ou sauvent les nations. Ils tiennent les gens par toutes les coutures. Ils font du mal aujourd'hui, ils peuvent faire du bien demain, « quoique tout pouvoir soit oppresseur par nature ». Agir en dehors de l'Etat, s'en tenir à une forme d'activité soi-disant indépendante du domaine politique revient « à convaincre les prolétaires qu'il serait facile de marcher pieds et poings liés ». L'illusion ne peut durer longtemps. Les prolétaires « s'apercevront qu'on ne peut pas faire route les membres garottés et un bandeau sur les yeux ».

Il est donc clair pour *Blanqui* que toute action socialiste doit être politique pour être efficace, et qu'elle doit viser la conquête du pouvoir. Ce résultat obtenu, l'Etat, de « gendarmerie des riches contre les pauvres », devient la gendarmerie des pauvres contre les riches : *c'est la dictature du prolétariat*. Puis, plus tard, le gouvernement des hommes fait place à l'administration des choses, et on a « un immense atelier libre, avec toutes les divisions du travail, et une société générale mutuelle ». C'est le communisme. Et *Blanqui* d'ajouter : « Nous n'en sommes pas là aujourd'hui, hélas ! »

Si l'on s'en tenait à la lettre plutôt qu'à l'esprit, on pourrait croire à quelque équivoque dans les idées sur l'Etat formulées par *Blanqui*, car celui-ci désigne généralement par la même expression l'Etat bourgeois et l'Etat prolétarien. Mais, en examinant d'un peu plus près les passages où il en est question et en les reliant à la théorie blanquiste de la dictature, on ne peut douter que *Blanqui* ait résolu le problème des rapports du Socialisme et de l'Etat à la façon de Marx et d'Engels.

Evolution et Révolution. — Dictature du prolétariat

Voyons maintenant comment *Blanqui* conçoit la Révolution. Et tout d'abord, remarquons qu'il n'est pas de ceux qui opposent l'évolution à la révolution.

Il considère la révolution à la fois comme l'aboutissement d'une évolution et comme le début d'une nouvelle évolution.

« Rien ne s'est improvisé chez les hommes pas plus que dans la nature... Les révolutions, elles-mêmes, avec leurs apparences si brusques, ne sont que la délivrance d'une chrysalide. Elles avaient grandi lentement sous l'enveloppe rompue. »

Blanqui ne croit pas à la Révolution-miracle

que caressent les chercheurs d'absolu ; il est trop réaliste et son expérience personnelle lui a suffisamment appris la lenteur des accomplissements :

« Mais le lendemain d'une révolution, coup de théâtre. Non pas qu'il s'opère une transformation subite. Hommes et choses sont les mêmes que la veille. Seulement, l'espoir et la crainte ont changé de camp. Les chaînes sont tombées, la nation est libre et un horizon immense s'ouvre devant elle. »

Les ouvriers le sentent bien, qui poursuivent cet objectif au prix même du travail perdu, de leur existence compromise, au prix du chômage, de la misère et de la famine. Blanqui ajoute :

« Les révolutions ! C'est l'unique soulagement de leur âme ulcérée, le seul répit à leurs douleurs morales, l'instant toujours trop court qui relève leur front courbé dans la poussière. Ah ! je le comprends aujourd'hui, une heure de triomphe et de puissance, une heure debout pour tant d'années prosternées ! »

Pourquoi faut-il qu'à chaque fois le prolétaire s'arrête à mi-chemin par docilité, par routine, par manque d'énergie, par mansuétude, par fétichisme pour tous ceux qui ont possédé un lambeau du pouvoir ? « On ne fait pas de Révolution avec des ménagements, mais avec la rigueur farouche... Ceux qui font des révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau », disait Saint-Just en son temps. Blanqui sait tout cela, et c'est pourquoi il s'affirme partisan d'une Dictature du prolétariat, au lendemain de la subversion de la bourgeoisie.

Suivant Blanqui, cette dictature doit être exercée par la capitale — Paris — sur les bases suivantes :

- 1° Rupture avec les bourgeois libéraux et armement de la classe ouvrière ;
- 2° Ajournement des élections et rejet de toute assemblée nationale ;
- 3° Lutte contre l'Eglise et les religions ;
- 4° Suppression de la presse bourgeoise ;
- 5° Instruction générale pour tous ;
- 6° Mesures sévères dans l'ordre judiciaire et fiscal, prudentes dans l'ordre économique.

Rupture avec les bourgeois. — Armement des ouvriers

Blanqui a mis le premier point en lumière dans un article de la *Patrie en danger* du 10 octobre 1870. Il y montre que le peuple, en période révolutionnaire, a le très grave défaut de conserver les vieilles idoles, de chercher des gouvernants parmi ses plus mortels ennemis, les politiciens « valets de tous les régimes », qui s'accrochent au mandat populaire comme à une propriété et qui arrivent à constituer peu à peu une aristocratie nouvelle.

« Quelle folie, dit-il, que cette persistance à se confier à des fantoches, à des « hommes sans conviction et sans scrupule, porte-queue de quiconque tient la puissance, laquais à toute livrée, qui n'ont jamais risqué un cheveu de leur tête ni une heure de leur liberté pour la cause démocratique ! » Il ne faut pas recommencer les erreurs de 1830 et de 1848, ni même celles du 4 septembre. Et voici le salutaire avertissement :

« Toute révolution qui ne brise pas radicalement avec le despotisme déchu, qui conserve à sa tête un seul des hommes mis en lumière et en renommée par leur participation au gouvernement de l'oppressé, est une révolution tuée d'avance, un guet-apens pour quiconque y a mis la main. »

Dans un toast envoyé de Belle-Ile, le 10 février 1851, aux blanquistes réfugiés à Londres et réunis pour l'anniversaire du 24 février 1848, Blanqui, tirant les leçons de la Révolution avortée, avait plus concrètement encore insisté sur la nécessité d'une rupture avec les républicains et les socialistes bourgeois : Et il avait posé en même temps le principe de l'armement des ouvriers.

Cet « avis au peuple » est d'une force et d'une clarté telles et il est encore si puissamment actuel, après soixante-douze ans, qu'il nous faut le reproduire presque intégralement :

« Quel écueil menace la Révolution de demain ? L'écueil où s'est brisée celle d'hier : la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns.

« Ledru-Rollin, Louis Blanc, Crémieux, Lamartine, Garnier-Pagès, Dupont de l'Eure, Flocon, Albert, Arago, Marrast !

« Liste funèbre ! Noms sinistres, écrits en caractères sanglants sur tous les pavés de l'Europe démocratique.

« C'est le Gouvernement provisoire qui a tué la Révolution.

« Misérable gouvernement ! Malgré les cris et les prières, il lance l'impôt des 45 centimes qui soulève les campagnes désespérées, il maintient les états-majors royalistes, la magistrature royaliste, les lois royalistes. Trahison !

« Il court sus aux ouvriers de Paris ; le 15 avril, il emprisonne ceux de Limoges ; il mitraille ceux de Rouen le 27 ; il déchaîne tous leurs bourreaux, il berne et traque tous les sincères républicains. Trahison ! Trahison !

« Que les travailleurs aient sans cesse devant les yeux cette liste de noms maudits ; et si un seul apparaissait jamais dans un gouvernement sorti de l'insurrection, qu'ils crient tous d'une voix : Trahison

« Discours, sermons, programmes ne seraient encore que piperie et mensonge ; les mêmes jongleurs ne reviendraient que pour exécuter le même tour avec la même gibecière ; ils formeraient le premier anneau d'une chaîne nouvelle de réaction plus furieuse !

« Sur eux, anathème, s'ils osaient jamais reparaître !

« Honte et pitié sur la foule imbécile qui retomberait encore dans leurs filets.

« Ce n'est pas assez que les escamoteurs de février soient à jamais repoussés de l'Hôtel de Ville, il faut se prémunir contre de nouveaux traîtres.

« Traîtres seraient les gouvernements qui, élevés sur les pavois prolétaires, ne feraient pas opérer à l'instant même :

- 1° Le désarmement des gardes bourgeoises ;
- 2° L'armement et l'organisation en milice nationale de tous les ouvriers.

« Sans doute, il est bien d'autres mesures indispensables, mais elles sortiraient naturellement de ce premier acte, qui est la garantie préalable, l'unique gage de sécurité pour le Peuple.

« Il ne doit pas rester un fusil aux mains de la bourgeoisie. Hors de là, point de salut.

« Les doctrines diverses qui se disputent aujourd'hui les sympathies des masses pourront un jour réaliser leurs promesses d'amélioration et de bien-être, mais à la condition de ne pas abandonner la proie pour l'ombre.

« Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère.

« Qui a du fer a du pain.

« On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées. La France, hérissée

de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme.

« En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra.

« Mais, pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par les plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille ; de la misère toujours :

« Que le peuple choisisse ! »

Au lendemain de l'échec révolutionnaire de 1848-49, nous voyons également Karl Marx en tirer la leçon pour les conflits futurs. De même que Blanqui, Marx préconise l'armement immédiat du prolétariat tout entier, « afin de s'opposer à la reconstitution de la vieille garde civique dirigée contre les ouvriers ». Il demande aussi l'organisation des ouvriers. Il précise même que cette organisation revêtira, soit la forme de conseils de districts, soit la forme de clubs ou de comités. Sur un point seulement, Marx diffère de Blanqui. Marx ne croit pas le prolétariat en mesure d'empêcher les démocrates petits-bourgeois de prendre le pouvoir. Il considère cette domination comme inévitable et, conséquemment, il indique une tactique appropriée à la situation et capable de faire sentir aux masses l'insuffisance et la trahison des exploités du mouvement révolutionnaire.

Marx recommande, en outre, d'entretenir le plus longtemps possible la flamme révolutionnaire, et il termine par ce « cri de guerre » : « *La Révolution en permanence !* »

Suppression de la presse bourgeoise

Le rôle immense de la presse bourgeoise comme instrument d'esclavage n'échappe pas à Blanqui. Il montre que la liberté de la presse, en régime capitaliste, n'aboutit, en fait, qu'à permettre à la classe bourgeoise d'empoisonner l'opinion :

« Un journal, c'est un capital. Qui a de l'argent, imprime à volonté. Le pauvre ne peut faire face au budget d'une feuille... Le riche monde de pays de ses produits intellectuels, piétre ou non. Le pauvre n'a pas le premier sou pour imprimer sa pensée. Ces messieurs de la finance, de la propriété et du haut négoce peuvent défrayer quarante journaux, cent, deux cents journaux. C'est le moindre de leur embarras. Le prolétaire hasardera quelques sous, bientôt dévorés. L'homme de la Bourse se rit de ses petits efforts et de ses gros sous. Il agit en prince. Il gouverne et il tranche du souverain. »

Aussi qu'arrive-t-il ? La presse d'opposition ne dépasse guère les murs des villes et la campagne appartient « aux feuilles rétrogrades qui viennent appuyer de leur propagande écrite la propagande orale du curé, des ignorantins et des grands propriétaires ». « Tout est contre nous, rien pour nous », note amèrement Blanqui. Cet état de choses doit changer. L'opinion publique, trop longtemps prostituée, sera soustraite à l'influence des « grands seigneurs du coffre-fort ». La dictature du prolétariat, soucieuse de la liberté du grand nombre, n'accordera « aucune liberté à l'ennemi ». Elle mettra un terme au règne des *Débats*, du *Temps* et autres « papiers noircis, bons pour l'épicière ou le water-closet ».

Mais c'est un aveu de minorité et d'impuissance, disent les bons apôtres ! Blanqui répond :

« Non ! la majorité acquise par la terreur et le bâillon n'est pas une majorité de citoyens, mais un troupeau d'esclaves. C'est un tribunal aveugle

qui a écouté soixante-dix ans une seule des deux parties. Il se doit à lui-même d'écouter soixante-dix ans la partie adverse. Puisqu'elles n'ont pu plaider ensemble, elles plaideront l'une après l'autre. »

D'autres broderont des homélies sentimentales et diront que les classes et les partis ne cherchent dans la victoire que les représailles, au lieu d'y chercher la liberté. Blanqui ne se laisse pas prendre à ces antiennes :

« En 1848, les républicains, oubliant cinquante années de persécutions, ont accordé liberté pleine et entière à leurs ennemis. L'heure était solennelle et décisive. Elle ne reviendra plus. Les vainqueurs, malgré de longs et cruels griefs, prenaient l'initiative, donnaient l'exemple. Quelle fut la réponse ? L'extermination. Affaire réglée. Le jour où le bâillon sortira de la bouche du travail, ce sera pour entrer dans celle du capital. Un an de dictature parisienne en 48 aurait épargné à la France et à l'Histoire le quart de siècle qui touche à son terme. S'il en faut dix ans, cette fois, qu'on n'hésite pas. »

Autres mesures dictatoriales

Voici, dans l'ordre politique, les mesures complémentaires que Blanqui attendait de la dictature des travailleurs. *Suppression de la magistrature et abolition du code pénal*. Arbitres au civil, jurés au criminel. Peine proportionnelle à la faute et toujours édictée par le jury, selon sa conscience, sans tarif obligatoire. La nature des diverses peines, seule formulée d'avance.

Révocation immédiate des fonctionnaires moyens et supérieurs. Répressions à exercer contre les ennemis sérieux de la République, pour actes postérieurs au 24 février 1848.

Outre « l'armement général des ouvriers », formation d'une armée nationale sédentaire pour remplacer l'armée active permanente supprimée.

Dans l'ordre financier, la dictature révolutionnaire devait poursuivre la suppression du Grand Livre de la Dette publique et le remplacement de toutes les contributions par un impôt direct progressif sur les successions et le revenu.

Dans l'ordre économique, enfin, il s'agissait de courir « au plus pressé » et non point de bâtir tout de suite un édifice dont le Capital fut proscrit. Le domaine économique, « infiniment plus complexe », doit être parcouru, « la sonde à la main ». Ce serait illusion que de croire possible une circulation du numéraire au lendemain de l'insurrection. L'exemple de 48 est là. Dès l'aube de la Révolution, le Capital fuit ou se cache ; après quoi il attend tranquillement que le peuple ait fini de barboter dans le ruisseau. Une fois que « le peuple a gémi, pleuré, maugréé, puis se fâchant trop tard, a été battu et a repris ses fers », le Capital circule à nouveau.

D'autre part, ce serait démençe, pour ne pas dire crime, que de vouloir imposer par autorité, créer *a priori* un organisme social de fantaisie. Il suffit de tenir la dragée haute aux capitalistes : balayer les uns, placer les autres « sous une surveillance inexorable ». Sous peine d'expulsion, les chefs d'industrie et de commerce seraient tenus de maintenir provisoirement dans le *statu quo* leur établissement. L'Etat ouvrier prendrait des arrangements avec eux ou bien substituerait une régie à tout patron expulsé pour cause de refus.

Des assemblées compétentes seraient convoquées pour régler la question des douanes, celle des

mines et des grandes compagnies industrielles, celle du crédit et de l'instrument d'échange.

Enfin, une assemblée serait spécialement chargée de jeter les bases des associations ouvrières.

Au point de vue agricole, on n'avancerait qu'avec la plus grande prudence. Pour plusieurs raisons. D'abord, « l'ignorance et le soupçon hantent beaucoup plus la chaumière que l'atelier » ; ensuite, « il n'existe pas d'aussi puissants motifs de nécessité et d'intérêt qui entraînent le paysan vers l'association ». Il conviendrait, avant tout, de familiariser les campagnards avec le mot de communisme et de leur laisser toute latitude pour se joindre ou non aux associations agraires suscitées par le pouvoir nouveau. Naturellement, les petits et moyens propriétaires seraient ménagés. Blanqui ne souffle mot des salariés agricoles.

Toutes ces mesures immédiates incombant à la dictature du prolétariat, ainsi que les mesures indiquées par ailleurs, ont été envisagées par Blanqui en 1869-1870. Or, c'est justement à la fin de 1869 que le Parti Ouvrier Social-Démocrate d'Allemagne dressait, à Eisenach, son programme de revendications. On ne peut s'empêcher de noter l'analogie frappante — sauf sur quelques points — entre le programme de revendications urgentes des marxistes allemands et les prescriptions immédiates de Blanqui pour la dictature révolutionnaire. La seule différence réside en ce que les

mesures du Parti Social-Démocrate, de simples objets d'agitation qu'elles sont, deviennent chez Blanqui, grâce à la suprématie politique, un objet de réalisation.

Il serait très intéressant de comparer les prescriptions formulées par Babeuf et par le *Manifeste Communiste* de Marx en cas de prise du pouvoir avec celles que préconise Blanqui. Mais ce parallèle nous entraînerait trop loin. Nous nous bornerons à signaler simplement, dans l'ordre économique, le modérantisme des mesures de Blanqui par rapport à celles de Babeuf et de Marx.

L'expérience révolutionnaire russe, si féconde en enseignements, montre entre autres choses que Blanqui n'a pas tort de recommander la prudence dans le travail économique positif. Certaines des mesures économiques de Blanqui font penser à la « *Nep* ». L'expérience russe prouve aussi que la tâche de construction économique impartie à la révolution prolétarienne est tout d'abord et avant tout influencée par la guerre civile. Cette lutte douloureuse est marquée par des nécessités militaires et politiques. Blanqui ne peut, à vrai dire, que les sous-estimer. De là, une certaine naïveté dans ses prévisions, comme du reste dans toutes les prévisions des socialistes révolutionnaires avant la Révolution d'octobre 1917.

Maurice DOMMANGET.

La 1^{re} Internationale et la Guerre

Rien ne caractérise mieux l'impuissance et la trahison de la 2^e Internationale que son attitude en face de la guerre. On sait comment, au moment de la déclaration de guerre, elle faillit honteusement à ses devoirs les plus élémentaires, et se rangea partout du côté des gouvernements capitalistes, en violation flagrante des décisions des Congrès internationaux, cela au nom d'une prétendue « défense nationale ».

En France, Longuet déclarait que les ouvriers devaient aller se battre contre les ouvriers allemands pour défendre la « France de l'Encyclopédie ». En Allemagne, Haase rassurait les nationalistes au Reichstag, en affirmant que les social-démocrates n'abandonneraient pas « la patrie en danger ». Des deux côtés de la frontière, les deux groupes socialistes au Parlement votaient, à l'unanimité, les crédits de guerre. Quant au Bureau socialiste international de Bruxelles, il gardait sur les événements un silence prudent et rendait à chaque section nationale sa complète liberté d'action légitimant ainsi à l'avance, par son inaction et son incroyable lâcheté, toutes les trahisons qui devaient suivre.

Seuls, le parti bolchevik russe et le parti socialiste yougoslave maintinrent haut et ferme le drapeau du socialisme international en protestant, dès le début, contre la guerre, dont ils dénoncèrent le caractère impérialiste. Mais ces deux partis, qui entrèrent immédiatement en conflit avec la direction de l'Internationale et devaient, plus tard, constituer le noyau de la nouvelle Internationale, ne purent réussir à empêcher la faillite dans laquelle sombraient ignominieusement tous les autres partis de l'Internationale — à l'exception, toutefois, du parti socialiste italien et du parti socialiste « étroit » bulgare, qui, lors de

l'entrée en guerre de l'Italie et de la Bulgarie, manifestèrent leur opposition à la guerre par le refus des crédits militaires. De même, les efforts d'un petit groupe de militants isolés, en France, en Allemagne et en Angleterre, ne firent qu'accroître, par contre-coup, par l'hostilité qu'ils déchaînèrent de la part des leaders officiels, la faillite générale de la 2^e Internationale.

Il est intéressant, à l'occasion de ce soixantième anniversaire de la fondation de la 1^{re} Internationale, de rappeler quelle fut son attitude en face de la guerre franco-allemande de 1870-71, et de souligner la différence entre cette attitude et celle de la 2^e Internationale.

Dès que la nouvelle de la déclaration de guerre à l'Allemagne fut connue, la Fédération parisienne de la 1^{re} Internationale lança le manifeste suivant, qui parut dans le *Réveil* du 12 juillet 1870 :

« Une fois de plus, sous prétexte d'équilibre européen et d'honneur national, la paix du monde est menacée par les ambitions politiques. Travailleurs de France, d'Allemagne et d'Europe, unissons nos voix en un même cri de réprobation !... La guerre, pour une question de prépondérance ou de dynastie, ne peut être, aux yeux des travailleurs, qu'une criminelle folie. En réponse aux proclamations belliqueuses de ceux qui s'exemptent de l'impôt du sang et trouvent dans les malheurs publics une source de nouvelles spéculations, nous protestons, nous qui avons besoin de paix, de travail et de liberté. Frères d'Allemagne, nos divisions n'aboutiraient qu'à un triomphe complet du despotisme des deux côtés du Rhin !... Ouvriers de tous les pays ! quoi qu'il advienne pour le moment de nos communs efforts, nous, membres de l'Association Internationale des Travailleurs, qui ne connaissons pas de frontières, nous

vous adressons, comme gage d'une solidarité indissoluble, les vœux et le salut des ouvriers de France. »

Ce manifeste reçut de l'autre côté du Rhin un accueil enthousiaste. A Chemnitz, une assemblée de délégués, représentant 50.000 ouvriers saxons, adoptait la résolution suivante :

« Au nom de la démocratie allemande, et particulièrement au nom des ouvriers appartenant au parti de la social-démocratie, nous déclarons que la guerre actuelle est exclusivement dynastique... Nous sommes heureux de serrer la main fraternelle que nous tendent les ouvriers de France. Fidèles au mot d'ordre de l'Association internationale des Travailleurs : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », nous n'oublierons jamais que les ouvriers de tous les pays sont nos amis et les despotes de tous les pays nos ennemis. »

De son côté, la section berlinoise de l'Internationale déclarait, en réponse au manifeste des ouvriers parisiens :

« Nous adhérons de cœur et de pensée à votre protestation... Nous déclarons solennellement que ni l'éclat des trompettes, ni le tonnerre des canons, ni la victoire, ni la défaite, ne nous détournerons de notre œuvre commune en vue de l'union de tous les travailleurs. »

Au congrès des Associations ouvrières de Nuremberg, Wilhelm Liebknecht présentait la résolution suivante :

« Considérant que la justice doit régler toutes les relations entre les Etats et les nations, tout comme entre les simples citoyens, que la guerre fonde seulement la puissance du plus fort et non pas le droit... (suivent onze autres considérants)... le congrès proteste de toute son énergie contre la guerre entre les peuples, qui ne peut être considérée que comme une guerre civile. »

Il défendit cette résolution de la manière suivante :

« Le césarisme de l'autre côté du Rhin a été poussé à la guerre par le césarisme de ce côté-ci du Rhin. Le conflit est inévitable. Il faut, à tout prix, empêcher que la guerre qui vient ne prenne un caractère national. L'homme qui a, le 2 décembre 1851, assassiné la République française, a aussi peu le droit de représenter les intérêts nationaux français que les hommes qui ont assassiné l'Allemagne, en 1866, ne peuvent représenter les intérêts nationaux allemands. Toute défaite du césarisme napoléonien est une victoire du peuple français ; toute défaite du césarisme bismarckien est une victoire du peuple allemand. Déchirez les liens du militarisme et épargnez à l'Europe et au monde ce péché mortel contre le Saint-Esprit de la civilisation moderne : une guerre nationale entre la France et l'Allemagne. Cela est en votre pouvoir. Faites votre devoir et la guerre des César se transformera en une fête de la résurrection des peuples. »

Enfin, au Reichstag allemand, W. Liebknecht et Rebel décidaient de s'abstenir sur le vote des crédits militaires et appuyaient leur décision de la déclaration écrite suivante :

« Nous ne pouvons pas approuver les crédits demandés au Reichstag pour la conduite de la guerre, parce que cela serait un vote de confiance au gouvernement prussien qui, par son attitude en 1866, a préparé la guerre actuelle. Mais nous ne pouvons pas, non plus, refuser les crédits demandés parce que cela pourrait être considéré comme une approbation de la politique criminelle de Bonaparte. En tant qu'adversaires en principe de toute guerre dynastique, en tant que républicains sociaux et membres de l'Association inter-

nationale des Travailleurs, qui lutte contre tous les oppresseurs, sans distinction de nationalités, et s'efforce de grouper tous les opprimés en une grande association fraternelle, nous ne pouvons, ni directement, ni indirectement, approuver la guerre actuelle et c'est pourquoi nous nous abstenons en exprimant notre ferme espérance que les peuples d'Europe, grâce à l'expérience des événements néfastes actuels, feront tous leurs efforts pour conquérir leur droit de libre détermination et supprimer la domination actuelle des classes et du militarisme comme étant la causa de tous les maux politiques et sociaux. »

Enfin, de son côté, le Conseil général de l'Association internationale des Travailleurs, par la plume de Marx, adressait, le 27 juillet, un ardent appel aux ouvriers de tous les pays, en dénonçant vigoureusement la politique des deux gouvernements qui avait amené la guerre entre les deux peuples. Il félicitait chaleureusement les ouvriers français et les ouvriers allemands de leur courageuse attitude en face de la guerre et concluait ainsi :

« La classe ouvrière anglaise tend une main fraternelle aux travailleurs de France et d'Allemagne. Elle est profondément convaincue que, quelle que tournure que prenne l'horrible guerre, l'alliance des classes ouvrières finira bien par tuer la guerre. Le seul fait que, au moment où la France et l'Allemagne officielles se précipitent dans une lutte fratricide, les ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et de bon vouloir, ce grand fait, sans parallèle dans l'histoire du passé, ouvre la perspective d'un avenir meilleur. Il prouve que, en face de la vieille société, de ses misères économiques et de ses fureurs politiques, une nouvelle société se lève, qui aura pour règle de ses rapports internationaux la Paix, parce que son législateur national sera partout le même, le Travail ! Le pionnier de cette société nouvelle, c'est l'Association internationale des Travailleurs. »

Enfin, en pleine guerre, au moment où toute l'Allemagne célébrait la victoire de Sedan, et où le gouvernement prussien faisait demander, par les journaux à sa dévotion, l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, Marx, au nom du Conseil générale de l'Internationale, lançait un nouveau manifeste aux ouvriers de tous les pays. Il rappelait les déclarations faites, au début de la guerre, par le roi de Prusse, sur le caractère défensif de la guerre, dénonçait la bourgeoisie allemande qui appuyait les appétits annexionnistes de la camarilla militaire, et se prononçait à l'avance contre toute annexion de territoires : « L'histoire, disait-il, mesurera le châtiment, non pas au nombre de kilomètres carrés conquis sur la France, mais bien à l'étendue du crime qui aura fait revivre, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la politique de conquête. »

Il demandait une paix honorable pour la France et la reconnaissance officielle de la République française, et déclarait que les ouvriers anglais s'opposeraient au démembrement de la France.

« Que les sections de l'Association internationale des Travailleurs dans chaque pays, concluait-il, poussent à l'action les classes ouvrières. Si elles oublient leur devoir, si elles restent passives, l'effroyable guerre d'aujourd'hui ne sera que l'avant-coureur de conflits internationaux encore plus mortels et elle aboutira, dans chaque nation, à une nouvelle défaite infligée à l'ouvrier par les maîtres et seigneurs du sabre, de la terre et du capital. »

« L'Internationale, disait Kautsky, est un instru-

ment qui vaut pour le temps de paix, mais non pour le temps de guerre. » Il justifiait ainsi la faillite lamentable de la II^e Internationale devant la guerre impérialiste. Les citations qui précèdent montrent que la I^{re} Internationale ne se considérait pas uniquement comme une organisation du temps de paix et que, loin de s'incliner devant la guerre, elle la combattit, au contraire, énergiquement.

On pourra dire que l'attitude de la I^{re} Internationale et de ses sections eût pu être plus énergique encore. On pourra penser que son langage ne fut pas assez net et qu'il eût gagné à être débarrassé de cette phraséologie moraliste si fort à la mode à cette époque, même parmi les ouvriers. De même on pourra critiquer l'attitude prise par Bebel et Liebknecht sur la question du vote des crédits militaires et considérer qu'un refus pur et simple s'imposait davantage que l'abstention (1).

Mais il faut tenir compte du degré de développement du mouvement ouvrier de l'époque, de la faiblesse de son organisation nationale et in-

(1) A ce propos, il est intéressant de rappeler que W. Liebknecht était partisan du refus des crédits, et que Bebel était contre. A cette époque, tout le monde croyait, non seulement en Allemagne, mais aussi en dehors de l'Allemagne, que la Prusse faisait une guerre uniquement défensive. Ce n'est que plus tard, en 1875, qu'on apprit l'histoire de la falsification par

ternationale, de son manque d'expérience dans les questions de politique internationale. Et, quelles que soient les réserves que nous puissions faire aujourd'hui en étudiant l'attitude de la I^{re} Internationale en face de la guerre, réserves que Marx faisait déjà à l'époque, comme en témoigne sa correspondance avec Engels, il n'en est pas moins vrai que la I^{re} Internationale fit son possible pour arracher les ouvriers des deux pays en guerre à l'emprise de l'idéologie nationaliste et guerrière qui sévissait des deux côtés du Rhin. En ce sens, la I^{re} Internationale s'est montrée infiniment supérieure à la seconde qui, malgré sa force numérique et l'influence qu'elle eût pu exercer, si elle l'eût voulu, sur la marche des événements, s'écroula dans la plus honteuse des faillites.

Dans ce domaine, comme dans tous les autres, la III^e Internationale a montré qu'elle était la véritable héritière de la I^{re}. Elle saura rester fidèle à cet héritage en continuant à mener contre la guerre, conséquence du capitalisme, la lutte commencée par l'Association internationale des Travailleurs.

Marcel OLLIVIER.

Bismarck de la dépêche d'Ems, qui jetait une nouvelle lueur sur l'origine de la guerre franco-allemande. Dans ses *Mémoires*, Bebel déclara que, s'il avait eu à ce moment-là les matériaux qu'il eut dans la suite, il aurait voté contre les crédits militaires. Rosa Luxembourg a rappelé ce fait dans sa *Brochure de Junius*.

Le P. C. F. devant les tâches du 5^e Congrès

La Conférence des Secrétaires Fédéraux, tenue à la Bellevilloise, avait à étudier les travaux du 5^e Congrès de l'I.C. Elle avait d'un côté à mettre en application les décisions du 5^e Congrès (réorganisation du Parti sur la base des cellules d'usine ; lutte pour la reconstitution de l'unité syndicale ; formation et travail au sein des Comités d'usines ; fractions communistes dans toutes les organisations ; travail parmi les paysans), et d'autre part à expliquer et appliquer les décisions du 5^e Congrès contre toutes les tendances de droite qui peuvent naître dans la période d'illusion pacifiste-réformiste présente.

Par quoi est caractérisée la période présente ? Telle est la question qui se posait devant la conférence des secrétaires. Sommes-nous dans une période révolutionnaire ? Y a-t-il crise du capitalisme ou consolidation de celui-ci ?

La conférence a approuvé les thèses adoptées par le C.D., après le compte rendu de la délégation à Moscou.

Période de décadence du capitalisme, crise agraire caractérisée plus spécialement par la misère des farmers américains ; crise agraire qui apparaît déjà en Europe, en Pologne et sur les Balkans.

Crise des changes caractérisée par la chute des monnaies, par la disproportion entre les prix des produits industriels et des produits agricoles ; problème des « ciseaux » et stabilisation de la monnaie — deux points qui en Russie soviétiste sont en partie résolus ; mais qui persistent et s'aggravent dans les Etats capitalistes.

Crise des salaires qui, dans toute l'Europe, tend à l'abaissement, tandis que la Russie voit les salaires de ses ouvriers s'élever et rejoindre le taux d'avant-guerre ; crise économique, crise finan-

cière créée par les heurts des impérialismes, par la guerre et qui a un côté redoutable pour le capitalisme dans le problème des réparations.

Le capitalisme européen dans ses efforts pour retrouver sa vie normale gravite autour du plan Dawes. Le capitalisme mondial dans ses efforts de réorganisation, crée une foule de facteurs économiques ou financiers qui se contredisent. Les mesures prises dans un pays pour son assainissement, agissent le plus souvent au détriment de la vie économique d'un ou de plusieurs autres pays.

Le problème des réparations que les Etats-Unis voudrait voir résolu pour l'exportation de leurs capitaux, pour la reprise de l'activité commerciale avec l'Europe, pour la stabilisation des changes, aboutit au contrôle industriel et politique de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France : en un mot, à la colonisation des grands pays industriels.

Que le capitalisme cherche sa réorganisation par tous les moyens, y compris la guerre qui est celui par lequel il cherche à résoudre les crises de l'impérialisme qu'il a lui-même développé — cela est normal.

Par tous ces essais de développement ou de réorganisation du capitalisme, tous ces conflits en perspective, le prolétariat voit son niveau de vie abaisser davantage encore, à cause de son inorganisation, de l'incompréhension de son rôle historique.

D'autres facteurs très importants entrent en ligne de compte. Ils présentent pour le capitalisme des difficultés extrêmes.

Le partage du monde entre les impérialismes a mis dans l'organisation du capitalisme un point faible. Les colonies — qui n'avaient jamais retenu d'une façon précise l'attention de la II^e In-

ternationale et des partis social-démocrates — revendiquent, à la voix de l'Internationale Communiste, leur indépendance et entrent en guerre contre les forces qui les oppriment.

Un peu partout les peuples coloniaux cherchent leur émancipation. Le devoir des Partis communistes est de soutenir la lutte de ces peuples contre l'impérialisme étranger.

Le devoir des Partis communistes, les décisions du V^e Congrès de l'Internationale, clairement exprimés par les résolutions votées, est d'organiser la lutte contre les tentatives de colonisation européenne qui aboutiraient à l'étranglement du prolétariat et de faire de nos Partis des Partis communistes en modifiant leur structure. Ceci pour être capables de résister en période de répression, pour être plus près des masses ouvrières et pour mieux les guider.

Toutes ces conditions clairement exprimées par les déclarations de nos camarades délégués, posent encore un point essentiel : avoir bien conscience des faits suivants : que le capitalisme n'a pas triomphé de la crise dans laquelle il se débat ; que le redressement de la Russie soviétique comme facteur économique et politique s'accomplit ; la nécessité de la lutte impitoyable contre tous ceux pour qui ces vérités premières sont encore à discuter.

Que peuvent représenter dans notre Parti les opposants de droite ou d'extrême gauche ? Quelle valeur pratique pour résoudre les problèmes posés ont présenté leurs questions, leurs observations ?

Ce que doit comprendre tout notre Parti, c'est qu'après la discussion dans le P.C. russe terminée par l'approbation du travail du Comité Central, après la déclaration de Trotsky disant qu'« on ne peut avoir raison contre son Parti », après l'approbation par le V^e Congrès de l'activité de l'Exécutif de l'I.C. — il n'y a plus de place pour ceux qui veulent remettre en discussion, par des moyens détournés, ce qui a été discuté et réglé devant les instances de l'Internationale.

Continuer la polémique, critiquer les décisions prises par l'Internationale, distraire notre Parti du travail qui l'attend et où il doit se donner tout entier — c'est faire œuvre anti-communiste. Ni notre Parti, ni l'Internationale ne peuvent l'accepter !

C'est tout cela que la Conférence des Secrétaires Fédéraux a compris et approuvé en votant les résolutions sur les tâches immédiates du Parti et en donnant comme mandat à sa direction de condamner comme anti-communistes les déviations de droite ou d'extrême gauche qui se produiraient.

CREMET.

La question agraire en France

L'organisation et le rôle des ouvriers agricoles

Ce qui caractérise les travailleurs de l'agriculture, c'est le fait que dans leur ensemble, malgré leur situation précaire, ils n'ont pas su jusqu'ici, pour des causes diverses, constituer d'une façon durable leurs organisations de défense et de lutte.

Le mouvement syndical agricole, qui prit naissance il y a une trentaine d'années, n'a pas suivi le rythme rapide de développement du syndicalisme ouvrier. Si dès 1890 les premiers syndicats de bûcherons faisaient leur apparition et entraînaient presque aussitôt une lutte énergique pour le relèvement des salaires, le mouvement dans son ensemble resta embryonnaire.

Avant la guerre, les organisations d'ouvriers agricoles et forestiers étaient les suivantes :

1^o *Fédération des Bûcherons*. Vers 1890, à la suite de la situation misérable faite aux bûcherons qui ne parvenaient à gagner que des salaires variant entre 0 fr. 75 et 1 fr. par jour, de nombreuses organisations surgirent dans le *Cher* et la *Nievre* qui, en 1892, constituèrent la première Fédération bûcheronne qui groupa à cette époque près de 6.000 adhérents. En 1910 ce nombre était passé à 10.000, groupés dans 150 syndicats, pour retomber à 4.000 en 1914 ;

2^o *Fédération des Agriculteurs du Midi*. Fondée en 1903, son développement suivit les fluctuations économiques, très sensibles dans cette région de monoculture où les seuls produits de la vigne doivent suffire à faire vivre toute la population. Sous la conduite de militants actifs et énergiques — aujourd'hui disparus — la Fédération comptait en 1904 150 syndicats et près de 15.000 adhé-

rents. La crise viticole qui provoqua les manifestations de 1907, faillit être fatale à l'organisation qui, en 1911, ne groupait plus que 5.000 membres ;

3^o *Fédération agricole et horticole*. Le syndicat des ouvriers jardiniers de Vincennes, constitué en 1877, est certainement la plus ancienne organisation agricole. Il constitua le noyau de la Fédération horticole, constituée en 1904 ; le nombre des adhérents à cette dernière ne fut jamais très important ;

4^o *Syndicat des Vignerons de la Marne*. Constitué en 1913, le Syndicat général des vignerons de la Marne groupait en 1914, date à laquelle il adhéra à la C.G.T., environ un millier d'adhérents.

Un certain nombre d'autres groupements restés autonomes : *Fédération des métayers et résiniers des Landes*, *Fédération agricole de la région du Nord*, *Syndicat des cultivateurs de l'Allier*, etc., d'importance très variable, surgirent çà et là. Ce fut au gré le plus souvent d'événements où les considérations locales ou régionales jouèrent le plus grand rôle. Ces organisations n'eurent qu'une existence éphémère.

Après la guerre, la plupart de ces groupements fusionnèrent pour constituer la *Fédération Nationale de l'Agriculture* qui à un moment groupa près de 30.000 adhérents.

Malheureusement, ce mouvement qui paraissait vouloir s'étendre, fut arrêté net par les manœuvres scissionnistes des réformistes. La scission eut sur cette masse inéduquée, ne possédant qu'une conscience de classe des plus rudimentaires, des effets désastreux. Une grande partie

des syndicats se désagrégèrent ou se retirèrent dans l'autonomie ; si bien qu'à l'heure actuelle le nombre d'ouvriers agricoles et forestiers organisés atteint à peine 10.000, groupés au sein des deux Fédérations, unitaire et réformiste ou autonomes.

Mais les nouveaux aspects de la lutte contre la bourgeoisie, qui ont fait apparaître en pleine lumière l'importance du facteur paysan, ont du même coup attiré l'attention sur les salariés de l'agriculture qui constituent l'avant-garde de l'armée révolutionnaire à la campagne.

Le 3^e Congrès de l'I.S.R. s'est particulièrement occupé de cette question. La mise en application de ses décisions doivent permettre le regroupement rapide des travailleurs ruraux.

Le recrutement des ouvriers agricoles se trouve en effet entravé par les causes suivantes :

1^o La dispersion et l'isolement qui non seulement créent d'énormes difficultés de propagande, mais empêchent également l'éclosion de sentiments collectifs de lutte ;

2^o Le manque d'éducation générale et les conditions spéciales de travail qui obscurcissent la notion de la lutte de classes ;

3^o Le manque d'éducateurs et d'organiseurs sortis des milieux ruraux (qui constitue certainement le plus gros obstacle au groupement intensif des travailleurs terriens). Le caractère méfiant, les conditions si diverses du travail et des conditions d'existence exigent de la part des propagandistes, des connaissances approfondies de la mentalité et de la situation particulière à chaque région. Or, à cause de la faiblesse numérique des organisations et de l'éducation primitive de la plus grande partie des ouvriers agricoles et forestiers, le recrutement de propagandistes et d'organiseurs, issus de leurs rangs, se heurte à de grandes difficultés ;

4^o Le peu d'attention et l'aide insuffisante apportée par les organisations ouvrières au groupement et à l'éducation des travailleurs agricoles.

Le 3^e Congrès de l'I.S.R. a estimé qu'une aide énergique devait être fournie au mouvement des ouvriers agricoles car « ils peuvent et doivent être l'un des plus importants anneaux de la liaison entre le prolétariat et les éléments révolutionnaires de la paysannerie, liaison si nécessaire pour le succès de la lutte de classes ».

Pour ce faire, les mesures suivantes doivent être mises en application :

1^o Affectation par les centrales syndicales de fonds spéciaux au travail parmi les ouvriers agricoles ;

2^o Formation d'organiseurs spéciaux pour intensifier le travail de groupement et faire pénétrer l'idéologie révolutionnaire dans les syndicats existants, même réformistes ;

3^o Liaison intime entre les syndicats agricoles et forestiers et les syndicats d'ouvriers industriels, dans l'action de solidarité mutuelle à l'occasion des grèves ;

4^o Création d'une presse populaire à l'usage des grandes masses des ouvriers agricoles et forestiers ;

5^o Reconstitution de l'unité syndicale brisée par les dirigeants de la Fédération Internationale des ouvriers agricoles, etc.

Le rôle des ouvriers agricoles

En raison de sa situation spéciale, le prolétariat agricole doit être le conducteur des idées révolutionnaires à la campagne. C'est à lui qu'incombe la tâche d'assurer l'alliance dans l'action des ouvriers et des paysans. Ainsi que l'écrivait

le camarade Losovsky dans l'organe de la Fédération russe de l'Agriculture : « c'est sur la paysannerie que la réaction fonde toutes ses espérances. » Aussi cherche-t-elle à arracher des mains de la Révolution cette arme rurale. C'est une raison de plus pour les ouvriers révolutionnaires de vouloir organiser le prolétariat agricole et de poser aux masses paysannes cette question : avec qui êtes-vous ? avec la ville révolutionnaire ou avec la bourgeoisie réactionnaire ? La classe paysanne ne peut pas s'abstenir de répondre, car elle est toujours prête à soutenir telle ou telle classe en lutte. Le mot d'ordre du Bloc ouvrier et paysan pourra jouer un grand rôle dans sa détermination ; il contribuera à orienter les masses paysannes vers le prolétariat.

Mais cette condition préalable s'impose : il faut que nous ayons à la campagne des points d'appui prolétariens parfaitement bien organisés. Ce rôle ne peut être rempli que par les syndicats d'ouvriers agricoles.

Par quels moyens cette liaison entre la ville et la campagne pourra-t-elle efficacement être établie ? Tout d'abord et avant tout par l'entraide fraternelle dans la lutte contre le capitalisme ; les ouvriers agricoles devront soutenir les revendications des paysans contre le capital industriel et banquier, contre les exigences des marchands d'engrais, etc., et à leur tour les paysans devront soutenir les ouvriers agricoles dans leur lutte pour l'obtention de meilleurs salaires, de la diminution des heures de travail, etc.

Pour que cette tâche puisse avoir des résultats, il serait en outre nécessaire que sur le plan national, régional et local des comités d'action se constituent, qu'une liaison organique s'établisse entre les organisations centrales d'ouvriers agricoles et de paysans. Ces comités entretenant d'autre part un contact étroit avec les syndicats d'ouvriers industriels, luttant en commun dans des circonstances déterminées, contre la vie chère, la guerre, les nouveaux impôts, etc., la classe ouvrière tout entière s'apercevrait bientôt de la puissance formidable que présente au point de vue révolutionnaire l'alliance des ouvriers et des paysans contre la bourgeoisie.

J. CASTEL.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

Schéma d'un Programme de Travail pour la Section agraire du P. C. Italien

Avant-propos

Les 60 % de la population active italienne appartiennent à l'agriculture. Dans quelques régions de l'Italie, en particulier dans le Midi, le problème de la Révolution se présente comme le problème de l'organisation des paysans pauvres.

Si l'on examine attentivement et à fond la « question méridionale », on voit qu'elle se réduit à la solution du problème des paysans pauvres et des prolétaires agricoles du Sud, par conséquent à la création d'une nouvelle classe dirigeante dans cette région.

Il est impossible que les ouvriers du Nord de l'Italie puissent conduire victorieusement leur lutte pour le pouvoir politique et en maintenir, demain, la possession, sans une étroite alliance avec les larges couches de la population paysanne du Centre et du Midi de l'Italie.

Cette alliance est la prémisse nécessaire de la mise en mouvement de la classe ouvrière italienne contre la bourgeoisie. Trop souvent, les révolutions, dans les villes, ont été écrasées par les paysans.

Il importe de constater qu'il est impossible que le fascisme devienne « un phénomène rural », ces mots étant pris dans le sens de plonger des racines chez les petits propriétaires et les paysans pauvres, qui forment la grosse majorité de la population agricole italienne.

Il est néanmoins vrai que le fascisme est né dans les campagnes, mais chez les *gros propriétaires terriens*, et contre les petits travailleurs de la campagne et leurs organisations.

Le fascisme est un phénomène moderne de réaction antiouvrière qui a tenté de s'appuyer sur la population industrielle. Mais, étant donné ses origines et ses buts, il s'est fermé la voie du repliement sur des positions défensives rurales, et il n'est pas improbable que ce sera précisément dans les campagnes qu'il recevra le coup mortel.

Les grandes masses agricoles, en Italie, s'appuient sur les partis de la démocratie, du « popularisme » (Parti populaire. Le trad.) et du réformisme.

Ces masses attendent, par la chute du fascisme, leur libération du poids des impôts qui leur ont été imposés. Elles sont, de ce fait, le meilleur soutien des différentes démocraties antifascistes.

Le Parti communiste doit amener ces masses à la conviction que la solution des multiples problèmes économiques, politiques et sociaux, ne peut être affrontée que par elles, en alliance étroite avec les ouvriers des usines.

Le P. C. doit lancer à ces masses des mots d'ordre simples, répondant à leurs besoins immédiats, et ces mots d'ordre doivent avoir — étant donnée la situation politique générale — un caractère nettement révolutionnaire.

La Fédération des Travailleurs de la Terre

L'évolution de cette organisation typique a coïncidé, durant de nombreuses années, avec l'évolution du mouvement socialiste en Italie.

Dans cette fédération sont groupés, aussi bien les ouvriers agricoles de la vallée du Pô, ou les petits fermiers des Pouilles, que les paysans pauvres du Midi ou les petits propriétaires de l'Ombrie et les métayers de l'Emilie.

Mais, cependant que la Fédération des Travailleurs de la Terre a été d'un poids tel qu'elle a pu, par sa politique, devenir à un moment donné d'arbitre des destins du prolétariat d'Italie, elle n'a, néanmoins, jamais eu un programme agraire national, c'est-à-dire la traduction en mots d'ordre d'action politique des différents besoins des populations agricoles italiennes. C'est pourquoi, durant l'automne de 1920, la liaison entre le mouvement des ouvriers et celui des paysans fit défaut.

Sous le régime capitaliste, les diverses couches agricoles ressentent intensément les contrastes qui naissent de leur situation sociale. Les problèmes révolutionnaires qui peuvent se poser devant les ouvriers et les journaliers agricoles, ne se posent pas toujours pour les paysans.

C'est pourquoi la *Fédération de la Terre* n'est pas un organisme capable de synthétiser politiquement les aspirations des populations ouvrières des campagnes, cette organisation groupant les ouvriers des plus diverses branches de l'agriculture.

Il est donc nécessaire de séparer l'organisation syndicale des ouvriers et des journaliers agricoles de l'organisation des paysans.

La situation des paysans exige que la question de leur organisation autonome soit posée sans délai.

La *Fédération nationale de la Terre*, par son caractère d'organisme de défense économique, et par son orientation politique contre-révolutionnaire, n'est pas en mesure de résoudre ce problème.

Du point de vue de notre tactique syndicale, nous ne pouvons mener une lutte contre la F.N.T. pour la désagréger ; nous devons, au contraire, faire en sorte que les syndicats dissous d'ouvriers et de salariés y rentrent et même que les nouveaux syndicats constitués y adhèrent.

Mais le problème de l'organisation des paysans n'est pas un problème syndical ; il a son caractère particulier. Le P. C. italien a donc le devoir, dans l'intérêt révolutionnaire, de le poser, avec tout le tact nécessaire, et d'agir de telle façon que le plus grand succès soit obtenu.

Activité syndicale

La section agraire doit contrôler l'œuvre du Comité syndical dans ce domaine. Elle doit veiller à ce qu'il accomplisse un travail pratique de reconstitution des syndicats d'ouvriers et de journaliers agricoles (travailleurs de saison ou pour toute l'année), ainsi que de syndicats de manœuvres agricoles (charretiers, etc.). Elle doit pousser à la formation de nouveaux syndicats et au développement parmi les travailleurs agricoles inscrits dans les syndicats fascistes, le même travail de « *noyautage* » que dans les corporations fascistes ouvrières. Pour les masses agricoles,

comme pour les masses ouvrières, le mot d'ordre : « *Revenir aux syndicats de classe* », doit être lancé.

Dans le courant de l'hiver prochain, un *Congrès National des ouvriers et journaliers agricoles*, conformément aux directives de la III^e Internationale, devra être tenu. Tous devront adhérer à la Fédération des Travailleurs de la Terre.

L'organisation des paysans

Une organisation nationale autonome des paysans ne peut être créée par une propagande générale qui ne tiendrait pas suffisamment compte des particularités économiques des diverses régions. L'organisation nationale des paysans sera un agglomérat de différentes organisations locales et chargées de tâches économiques différentes.

Pour plusieurs raisons, cette organisation doit trouver ces premières bases dans le Midi.

Lorsque nous aurons organisé quelques groupes locaux de paysans, nous pourrons lancer le programme constitutif de l'Association des paysans. Cette Association ou Union des Paysans sera composée des associations de paysans qui seront convaincus que le problème paysan ne pourra être résolu que par la chute de la bourgeoisie effectuée par l'alliance des ouvriers et des paysans, et par l'instauration d'un Etat ouvrier à la gestion duquel participeront les paysans.

L'Association des Paysans adhèrera à l'Internationale des Paysans. Elle prendra comme mot d'ordre : « *Assez de partis qui ont trahi les intérêts des paysans ! Les paysans se défendent eux-mêmes !* »

Le Parti exigera que les paysans communistes adhèrent à cette organisation autonome, afin d'y défendre les mots d'ordre du Parti et de conquérir l'association aux principes révolutionnaires de la III^e Internationale.

Organiquement, l'Association ne pourra être qu'un faisceau de différentes associations de petits propriétaires, de métayers, de fermiers et paysans pauvres.

Le Parti des paysans

Notre tactique doit tendre à briser, à désagréger le parti paysan existant et, en général, les partis de paysans à tendance petite-bourgeoise qui se formeraient.

Nous ne constituons pas de parti paysan, mais une organisation autonome que nous soutiendrons et que nous voulons maintenir dans notre sphère d'action.

Une entente temporaire avec un Parti paysan pourrait s'expliquer dans le cas où ce Parti aurait un programme agraire révolutionnaire, comme en Bulgarie et en Croatie.

Mais en Italie, le parti paysan existant actuellement ne présente aucune caractéristique qui puisse le distinguer d'un parti conservateur réactionnaire, et c'est pourquoi nous devons chercher à le diviser en absorbant ses éléments avancés dans l'organisation autonome que nous constituons : la *Fédération des paysans*.

Mot d'ordre d'organisation

Notre Parti doit préparer une série de programmes agraires particuliers pour les diverses régions agraires de l'Italie.

C'est sur ces programmes que se développera la propagande de nos camarades de la périphérie parmi les masses rurales. Ils devront toujours

tenir compte, dans l'exposé des programmes, que les paysans s'intéressent, non seulement aux problèmes strictement agraires, mais aussi à ceux de la vie communale.

Mais, évidemment, le Parti devra traduire les programmes de défense économique des paysans par des mots d'ordre ayant un caractère de revendications générales politiques, ces mots d'ordre devant être à la base du programme de l'Association des paysans.

Puisque nous considérons que le mot d'ordre de la grève générale est bien d'actualité pour le prolétariat italien, et parce que nous devons chercher à faire agir les masses rurales aux côtés des ouvriers des villes, nous devons lancer des mots d'ordre qui se traduisent en pratique par la grève générale des prolétaires agricoles et par une agitation paysanne.

Ces mots d'ordre pourraient être :

1. Expropriation du « latifundia » (grande propriété foncière) non industrialisée, et sa répartition, par parcelle et sans indemnité, aux salariés agricoles et aux paysans pauvres ;

2. Réduction immédiate de 75 % des impôts pour les petits prolétaires, les paysans pauvres, les fermiers, les métayers ;

3. Elaboration de nouveaux contrats de travail pour les petits fermiers (qui prennent la terre en location) avec une réduction sensible des taux actuels de location ;

4. Elaboration de nouveaux contrats de travail pour les métayers (qui ne louent pas, mais ne bénéficient que de la moitié des produits de leur travail) avec une augmentation de leurs gains (deux tiers au lieu de la moitié) ;

5. Abolition de la taxe sur le vin pour les petits propriétaires ;

6. Abolition de la loi du 22 mai 1924 sur les propriétés domaniales, la régularisation de leur usage devant être confiée à une commission nationale composée de paysans pauvres, de petits fermiers, de petits propriétaires et de salariés agricoles ;

7. Liberté d'organisation et de propagande pour les masses travailleuses rurales.

Activité de propagande écrite

Il est nécessaire d'écrire des brochures rédigées en termes simples étant à la portée des paysans. Quelques-unes de ces brochures peuvent être formées d'articles extraits de nos journaux. Il convient de charger des camarades compétents de leur rédaction. Ils ne devront pas traiter de sujets d'intérêt trop général.

Il sera bon d'examiner l'opportunité de rédiger des opuscules traitant des questions qui intéressent particulièrement une région déterminée et dont le texte serait rédigé par un camarade compétent de ladite région.

En règle générale, ces opuscules seront mis en vente à des prix excessivement bas. Une très grande partie en sera distribuée gratuitement. Ils pourront, par exemple — ceci à titre d'indication — porter les titres suivants :

« *Ouvrier et paysan* ». — « *Le Parti des Paysans* ». — « *Les paysans et la Dictature du Proletariat* ». — « *Au paysan du Midi* ». — « *Les paysans et le Parti populaire* ». — « *Qu'est-ce que le Conseil International des paysans ?* », etc.

Activité journalistique

Un journal tirant à 5.000 exemplaires suffira, les premiers temps, à aider à la constitution de l'organisation des paysans.

Il convient d'étudier particulièrement la technique d'un journal pour paysans, en n'oubliant pas qu'un très grand pourcentage de paysans, en Italie, sont illettrés. Une collaboration par dessins serait excellente.

Dans le but d'attirer l'attention du paysan sur le journal, on pourrait dédier deux ou trois colonnes à des notices agronomiques ; donner une large place à la collaboration directe des paysans ; les intéresser par des enquêtes, des referendums, etc., etc.

En général, tous les organes du Parti doivent contribuer à la propagande parmi les paysans.

La section agraire s'occupera du sport chez les jeunes paysans, des questions féminines qui intéressent les femmes de la campagne, du mouvement des Jeunesses parmi les paysans, etc.

Propagande orale

La propagande agraire ne doit avoir aucun contenu doctrinal. Il faut utiliser la méthode de conversations entre le conférencier et le paysan, de façon à intéresser l'auditoire et à habituer le paysan à exprimer sa pensée. Il convient de l'intéresser aux questions qui agitent les ouvriers.

Lorsqu'une agitation ouvrière se déclenche, les paysans doivent être informés sur le mouvement, ses origines et ses buts.

Il faut, enfin, tenir de fréquentes conférences régionales des paysans.

La coopération

Il convient de faire un très grand travail pour la conquête, le développement et la défense des coopératives agricoles. La coopérative de production est une des formes fréquentes d'organisation des petits propriétaires, organisation dont les buts sont : l'achat et l'emploi de machines, d'engrais, la vente des produits, etc.

Nous devons défendre, renforcer et multiplier ces coopératives. Là où elles sont dans les mains des riches paysans, il conviendra d'agir de façon à les conquérir pour les paysans pauvres.

Congrès national des Paysans

À la fin de l'hiver 1924 ou au commencement du printemps 1925, un Congrès National des Paysans, qui sera le Congrès constitutif de l'Association Nationale des Paysans adhérant à l'Internationale Paysanne, devra être tenu. Il sera précédé de Congrès régionaux de paysans.

Développement de l'action pour l'organisation des paysans

Le programme d'action du Parti pour une vaste organisation de paysans en Italie a commencé à être appliqué dans le Midi.

Toutes les sections et cellules communistes de cette partie de l'Italie ont été mobilisées pour le succès du but principal que se propose le P. C.

La très grande majorité des communistes du Midi appartenant à la catégorie des paysans pauvres, des petits fermiers, ce sont eux qui devront former les cadres de la future organisation méridionale des paysans, qui devra ensuite créer la Fédération Nationale.

Le Congrès National constitutif de la Fédération des Paysans devra être précédé d'un Congrès des Paysans du Midi.

Les secrétaires de région, de fédération, de section doivent mettre en application les dispositions

que la section agraire, en accord avec le Comité Exécutif du Parti, prendra pour l'organisation des paysans du Midi.

Les grandes crises du blé (sous-production) et du vin (surproduction) trouvent leurs répercussions dans les régions où l'on cultive principalement la vigne et le froment. Elles frappent les petits cultivateurs. L'époque de ces crises est particulièrement favorable au groupement des paysans en organisation autonome.

La politique municipale, qui opprime par ses taxes les paysans pauvres, facilite le ralliement des masses à nos mots d'ordre :

« Assez de partis qui ont trahi les paysans ! Organisons-nous dans nos organisations autonome ! Adhérons au Conseil International des Paysans ! »

LIBRAIRIE DE L'HUMANITE

120, rue Lafayette

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. Lénine : La Révolution Proletarienne..	4	»
— La Maladie Infantile du Communisme	4	»
— L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme.....	3	50
— Sur la Route de l'Insurrection	7	»
L. Trotsky : Terrorisme et Communisme..	5	»
— Nouvelle Etape.....	4	»
— Entre l'Impérialisme et la Révolution	4	»
— 1905	15	»
E. Varga : La Dictature du Proletariat....	6	»
G. Zinoviev : L'Internationale Communiste au travail.....	4	50
— Compte rendu de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (Moscou, février-mars 1922).....	5	»

PETITE BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

P. Froelich : La Terreur Blanche en Allemagne	1	»
A. Giebov : Les Syndicats russes et la Révolution	0	50
Kollontai : L'Ouvrière et la Paysanne dans la République Soviétique....	0	60
Kerjentssev : Les Alliés et la Russie.....	3	»
Z. Leder : L'Offensive du Capital et l'unité du front prolétarien.....	1	50
N. Lénine : Les Problèmes du Pouvoir des Soviets	épuisé	
— Le rôle de la Jeunesse Communiste	0	40
Rosa Luxembourg : Le Programme Communiste	0	75
Karl Radek : La Tactique Communiste et l'Offensive du Capital....	1	25
I. Staline : Le Léninisme théorique et pratique	2	»
L. Trotsky : La Commune de Paris et la Russie des Soviets.....	0	60
— Le Communisme en France et l'Internationale	1	25

Les mots d'ordre du Parti

100.000 membres du Parti. - 400.000 lecteurs de l'« Humanité ». - 1.000.000 de francs

La campagne de recrutement

En application des décisions du V^e Congrès, le Parti français doit, avant le 1^{er} janvier 1925, être complètement réorganisé sur la base des cellules d'usines. Parmi les principales difficultés rencontrées pour la création des cellules dans toutes les entreprises, notre faiblesse numérique est la plus grande.

La situation politique en France est extrêmement favorable à la propagande communiste.

Après trois mois de pouvoir, le Bloc des Gauches n'a rien réalisé de son programme. Le chaos politique et économique dans lequel est plongée l'Europe, permet de discréditer les socialistes et syndicalistes réformistes qui, dans les principaux pays, participent au pouvoir bourgeois, sans apporter de soulagement aux travailleurs exploités. Les anarchistes qui, dans les milieux ouvriers révolutionnaires, exercèrent une grande influence, la perdent chaque jour un peu plus.

En face de cette situation, notre Parti se prolétarise rapidement. Ses relations avec la C.G.T.U. s'améliorent constamment.

La Révolution russe maintenant inébranlable, relève avec une rapidité extraordinaire l'économie du pays immense, malgré qu'il soit industriellement arriéré.

Ainsi, aux yeux des travailleurs, le problème deviendra bientôt clair. D'un côté les Internationales capitalistes ou réformistes impuissantes à sauver le régime bourgeois. En face, l'Internationale Communiste qui poursuit avec méthode et aussi avec succès l'affranchissement des exploités.

Devant une situation aussi nette, le mot d'ordre du Comité Directeur de doubler l'effectif du Parti doit être facilement atteint.

Chacun tenant compte des prescriptions suivantes, les résultats devraient même, logiquement, dépasser les prévisions du C.D.

L'effort individuel

Dès maintenant, tout membre du Parti doit rechercher autour de lui le sympathisant qu'il se donne comme tâche de faire adhérer au Parti.

Il saisira toutes les occasions de discuter la situation politique mondiale, mettant toujours en parallèle la position sur chacune des questions, de l'Internationale Communiste et des Internationales réformistes. Il se procurera les dernières brochures parues (liste jointe).

Après les avoir lues, il les confiera à celui qu'il veut convaincre et les commentera. La tâche de préparation individuelle étant ainsi exécutée avec méthode, le succès des réunions de propagande organisées par les cellules et les sections locales est assuré.

La tâche des Cellules

Toutes les cellules doivent prendre maintenant leurs dispositions pour organiser une réunion publique de propagande. A la fin de la réunion, un

appel sera fait pour les adhésions. Près de la sortie, une table sera disposée pour étaler les brochures. Une quête sera faite pour couvrir les frais de réunion. On prendra les noms et adresses des camarades demandant leur adhésion et les dispositions seront prises pour recevoir les abonnements en faveur de l'Humanité.

Dans les entreprises où il y a plusieurs postes de huit heures il faudra organiser un minimum de deux réunions.

Chaque membre de la cellule découpera dans l'Humanité les bulletins d'invitation qui seront insérés et les remplira.

Le bureau de la cellule fera parvenir, aux camarades ayant fait une demande d'adhésion à la réunion publique, un bulletin d'invitation.

A l'entrée de la réunion d'invitation, il sera remis à chaque invité un exemplaire du tract édité par le Parti pour cette campagne de recrutement. Au cas où la cellule manquerait de tracts, remettre à chaque invité un bulletin d'adhésion découpé dans l'Humanité. Les dispositions pour les brochures et les abonnements à la presse du Parti seront prises comme pour la réunion publique.

La tâche des sections locales

Dans les endroits où les cellules sont constituées, les sections leur donneront le plus grand appui aussi bien du point de vue financier que dans toutes les tâches d'organisation, collage d'affiches, distribution de tracts, présidence de réunions.

De plus, dans sa sphère d'action, la section locale organisera en tenant compte de toutes les indications données par les cellules au moins une réunion publique et une réunion par invitation.

La tâche des noyaux

Les fractions communistes, dans toutes les organisations ouvrières, syndicats, coopératives, etc., devront, dans le rayon qui les concerne, organiser une réunion par invitation, en convoquant les sympathisants qui ont eu une bonne position dans les derniers conflits.

Ils s'inspireront dans la préparation de cette réunion des indications données pour les cellules et les sections locales.

Les Fédérations

Les fédérations prendront immédiatement toutes leurs dispositions pour activer la préparation de la campagne de recrutement dans les cellules et les sections au moyen des journaux régionaux et de circulaires, ainsi que pour la distribution régulière des tracts, des bulletins d'adhésion, des cartes de stagiaires et des timbres édités par le Parti pour chaque membre qui aura fait une adhésion.

Elles doivent établir immédiatement la liste des orateurs fédéraux et obtenir au moins huit jours à l'avance que les cellules et sections les informent de la date et du lieu de leur réunion. Les demandes d'orateurs au Centre devront parvenir au moins dix jours à l'avance.

Le Parti

Etant donnée la situation financière du Parti, le Centre n'enverra d'orateurs qu'à titre exceptionnel et dans les centres industriels importants.

Un timbre spécial sera édité constatant que la tâche de faire un adhérent a été remplie. Ce timbre spécial sera collé sur la carte du Parti par le trésorier de cellule ou de section pour chaque adhésion faite. Les trésoriers recevront autant de timbres spéciaux que de cartes de stagiaires.

L' « Humanité »

A plusieurs reprises, deux ou trois fois, l'*Humanité* insérera une invitation pour les réunions de cellules et de sections, ainsi qu'un bulletin d'adhésion.

Chaque membre du Parti devra découper ces placards et les distribuer, soit à des sympathisants connus, soit au bureau de la cellule ou de la section.

Abonnements

L'*Humanité* a près de 200.000 lecteurs réguliers et seulement 11.000 abonnés.

Au cours de la campagne, pour trouver de nouveaux lecteurs, il faudra faire une active propagande pour trouver des abonnés et de préférence des abonnés d'un an.

La situation financière de l'*Humanité* et de la presse du Parti en général est à l'heure présente difficile. S'il est possible de trouver d'ici trois mois 10.000 abonnés nouveaux pour une année cela ferait une somme de près de 500.000 francs qui tomberait dans la caisse du journal. Voilà donc un moyen excellent de contribuer au redressement de la situation financière.

Dans le même esprit il faut aussi faire la propagande pour que les abonnés de trois mois ou de six mois qui le peuvent renouvellent leur abonnement pour une année.

De même que chaque membre du Parti recevra un timbre pour chaque adhérent qu'il aura amené au Parti, tout membre qui, personnellement ou pour un autre lecteur aura fait souscrire un abonnement d'un an, recevra un timbre spécial pour coller sur sa carte et établissant qu'il a accompli la tâche fixée par le C.D.

A titre de prime, tous ceux qui, avant le 15 octobre, contracteront un abonnement d'un an à l'*Humanité*, pourront choisir sur une liste dressée par la librairie de l'*Humanité* un lot de livres d'une valeur de 20 francs sur lequel il sera consenti une réduction de 50 %.

Cette réduction sera consentie une seule fois, sur présentation ou sur envoi à la librairie du reçu de l'abonnement.

Les cellules ou sections qui, dans leur rayon d'action, auront réussi à doubler le chiffre de vente de l'*Humanité*, recevront un lot de livres dont l'importance variera suivant l'importance de l'augmentation obtenue.

Chaque cellule, chaque section, doit souscrire un abonnement d'un an à l'*Humanité*.

Ce numéro sera distribué à un sympathisant pendant huit ou quinze jours, suivant décision du bureau de cellule ou de section.

Avant de cesser le service, une lettre personnelle sera adressée sollicitant l'abonnement.

Chaque cellule, chaque section doit souscrire un abonnement au *Bulletin Communiste*. Ce numéro sera conservé à la bibliothèque de la cellule ou de la section.

Pour le Million du Parti et de l' « Humanité »

La situation financière du Parti et de l'*Humanité* restera difficile au moins jusqu'à la fin de l'année.

Chaque membre du Parti doit faire un gros effort pour lui faire franchir ce cap. A cet effet, il leur est demandé de poursuivre systématiquement la rentrée des fonds en utilisant les moyens suivants :

1° Le versement de la journée de travail. Les camarades qui ne peuvent effectuer ce versement en entier pourront le faire en plusieurs fois. En tout cas ils devront s'efforcer d'avoir versé leur journée de travail avant le 15 octobre.

En échange de ce versement, chaque trésorier de cellule ou de section remettra un timbre spécial édité par le Parti :

2° Paiement par toutes les sections et fédérations de leurs dettes envers le Parti avant le 1^{er} octobre ;

3° Le retour au Parti de toutes les listes de souscription encore dans les sections ou les fédérations ;

4° Le paiement ou le retour au Parti de toutes les cartes de sympathisants et de tous les timbres du B.O.P. encore dans les sections ou fédérations ;

5° Le prochain Congrès national aura à établir un nouveau mode de fixation des cotisations, tenant compte des différences de salaire.

Dans l'attente de cette décision, tout membre du Parti gagnant un salaire mensuel d'au moins mille francs devra prendre d'ici la fin de l'année un minimum de 4 timbres du B.O.P. en plus de sa cotisation régulière de cellule ou de section ;

6° Des listes de souscription seront éditées par le Centre en faveur de l'*Humanité*. Chaque membre du Parti fera circuler, au début de chaque mois, une liste dans chaque atelier, dans chaque organisation ouvrière. Cette liste devra être rendue à chaque trésorier avant le 10 de chaque mois. Les trésoriers fédéraux devront avoir fait parvenir ces listes avec l'argent souscrit avant le 20 de chaque mois ;

7° Faire voter par chaque section du Parti une subvention et un prêt pour six mois du maximum de leurs fonds de caisse disponible ;

8° Proposer dans toutes les organisations ouvrières, syndicats, coopératives, anciens combattants, locataires, etc., le vote de subvention pour le journal de la classe ouvrière ;

9° Proposer dans ces organisations le vote d'un prêt pour un an à l'*Humanité* ;

10° Les sections et fédérations devront faire parvenir le reliquat de livres et de brochures déposés par la librairie de l'*Humanité*. Les brochures et livres vendus devront également être réglés.

LE COMITE DIRECTEUR.

La violence est l'accoucheuse de toute société vieillie qui en porte une nouvelle dans son sein.

K. MARX.

Le travailleur tombe dans la pauvreté, le paupérisme s'accroît rapidement... Il est donc manifeste que la Bourgeoisie est incapable de remplir le rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société comme loi suprême les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle ne peut plus assurer à son esclave même une existence compatible avec son esclavage.

K. MARX.

Les impérialismes et la Chine

Les événements de Chine ont deux faces : le conflit entre généraux chinois et l'intervention des puissances étrangères. C'est cette dernière qui nous intéresse le plus, puisqu'elle détermine la guerre intestine et peut avoir les conséquences les plus graves.

Essayons de résumer l'histoire des interventions étrangères par le passé pour démêler la cause réelle, le motif principal de l'intervention actuelle.

Quelques dates

1635. Le roi d'Angleterre envoie demander l'autorisation de faire le commerce en Chine.
1830. L'ambassadeur d'Angleterre demande l'autorisation d'importer en Chine de l'opium. La demande est repoussée par l'Empire du Milieu.
1836. Les Anglais importent en Chine 20.280 caisses d'opium en contrebande.
1839. L'Angleterre déclare la guerre à la Chine pour lui imposer l'opium.
1841. Hong-Kong est conquis sur la Chine, qui verse une indemnité de guerre de 21.000.000 de dollars, dont 6 millions représentant la valeur de l'opium détruit.
1856. L'Angleterre déclenche une nouvelle guerre pour forcer la légalisation de la vente de l'opium et l'ouverture des ports chinois au commerce étranger.
1860. L'armée anglo-française occupe Pékin. Concession : l'occupation de l'île Victoria. Indemnité : 800 millions de taels pour la France et 10 millions de livres sterling pour l'Angleterre.
1874. Le Japon attaque la Chine. Concession : Cessation de la suzeraineté chinoise sur l'île Formose et colonisation de celle-ci par le Japon. Indemnité : 50 millions de taels.
1876. Guerre avec la Russie. Concession : occupation territoriale. Indemnité : 900 millions de roubles.
1878. Nouvelle dispute anglaise. Concession : le droit d'exterritorialité. Indemnité : 20 millions de taels.
1885. La France attaque. Concession : abandon de la suzeraineté chinoise sur l'Annam, colonisation de ce pays par la France.
1895. Le Japon attaque. Concession : cessation de la suzeraineté chinoise sur la Corée. Colonisation de celle-ci par le Japon. Indemnité : 20 millions de taels.
1895. La Russie, la France et l'Allemagne attaquent. Concession : droit de construction des chemins de fer. Indemnité : 3 milliards de taels.
1897. Agression allemande. Occupation de Kiao-Tscheou, droit d'exploiter les mines.
1897. Agression russe. Occupation de Port-Arthur.
1897. Agression anglaise. Occupation de Wei-Hai-Wei.
1898. Agression française. Droit d'installer la télégraphie dans la Chine méridionale.
1900. Intervention armée de l'Angleterre, la Russie, l'Allemagne, la France, les Etats-Unis, l'Italie, l'Autriche et le Japon (la Révolte des boxers).
- Installation des troupes étrangères à Pékin et dans les ports importants. Indemnité : 450 millions de taels.

Depuis la guerre mondiale, les impérialistes ont remplacé le banditisme ouvert et armé par le banditisme voilé diplomatique. Ils pillent, sans bruit, la Chine, divisée et désarmée, autour des tapis verts.

1919. Le Traité de Versailles transmet toutes les concessions allemandes de Chine aux Japonais, bien que la Chine soit, elle aussi, un pays allié.
1922. La Conférence de Washington ratifie la main-mise de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis et du Japon sur les revenus chinois, régie, gabelles, etc.
1923. Note diplomatique des ambassadeurs réclamant pour la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, le Japon et la Belgique le droit d'administration des chemins de fer chinois.
- Sept. 1924. Démonstrations navales des mêmes puissances devant Canton.

Situation de la Chine

Nous avons vu que, sous des prétextes différents et par des moyens divers, les nations capitalistes ne sont intervenues en Chine que pour arriver à un résultat invariable : arracher des concessions territoriales et des indemnités.

Voyons maintenant la situation économique et financière du grand pays, possesseur d'une antique civilisation, qui est l'objet de leurs convoitises.

Depuis 1895, la Chine a contracté 16 emprunts dont les montants sont, globalement :

902.000.000 de francs;
61.500.000 livres sterling,
64.368.000 dollars,
115.000.000 de yens,
1.763.000 couronnes hollandaises.

La douane, les impôts de ses marchés, la recette de ses chemins de fer, la rente de son industrie, les taxes sur les liqueurs et le tabac, le revenu des postes et du trésor public, la gabelle, etc., ont servi à garantir ces emprunts.

La carte de la Chine montre que presque tous les ports importants, presque tous les points stratégiques, presque tous les centres de production moderne sont occupés par les étrangers. Et la carte ne dit pas tout. La carte ne montre ni jusqu'où s'étend l'influence du capital étranger ni jusqu'où portent les canons des mercenaires de l'étranger.

La colonisation de la Chine

Malgré toutes ses faiblesses, malgré toutes ses divisions intestines, ses 11.139.000 kilomètres carrés forment quand même un morceau trop gros pour que la gueule de l'impérialisme colonial puisse l'avaler d'un seul coup. Et soumettre brutalement les 499.500.000 chinois au fer de l'esclavage colonial ne peut se faire en un jour. C'est pourquoi on morcèle la Chine : moyen plus lent mais plus prudent.

Une autre cause ralentit la colonisation internationale de la Chine : la rivalité entre les impérialismes.

La France, en possession de l'Indo-Chine, aspire à la main-mise sur la Chine méridionale. La construction coûteuse du chemin de fer Tonkin-Yunnan-Fou en est la preuve.

L'Angleterre qui possède Hong-Kong, se con-

tenterait, pour le moment du moins, d'une colonisation économique : elle détient déjà le contrôle de presque toutes les sources de production ; à quoi bon s'embarrasser de la garde militaire d'un immense territoire ? Mais pour rien au monde, la Grande-Bretagne ne laissera la France devenir en Asie une véritable puissance coloniale. Et, puisque l'Inde réveillée commence à secouer son joug économique, il faut que le mercantilisme britannique cherche des compensations en Chine. Le Japon surpeuplé prendrait volontiers quelques provinces chinoises ; ce que les Etats-Unis ne veulent point permettre ; ce serait pour eux un danger. La Chine leur apparaît comme un marché et comme un allié possible dans un conflit avec le Japon.

Le sens de l'intervention actuelle

La visée impérialiste dans l'intervention actuelle est double. D'abord, obtenir de nouvelles concessions ; ensuite, et je crois que c'est l'essentiel, renverser Sun-Yat-Sen. Nous savons que les gouvernements successifs de Pékin pratiquent toujours la même politique, à l'intérieur : la corruption ; à l'extérieur : la passivité devant les impérialistes étrangers.

Sun-Yat-Sen, « père de la révolution chinoise », chef du gouvernement de Canton, a, au contraire, toujours été fidèle à ses principes, même dans les moments les plus difficiles. Le programme de son parti — le *Homindan* — est un programme réformateur. Il renferme des clauses nettement anti-impérialistes et anti-militaristes. Ce parti se déclare hautement solidaire des peuples opprimés des colonies et du prolétariat international. Il sympathise avec la révolution russe : crime impardonnable ! L'impérialisme français, oppresseur du peuple indochinois, redoute ce voisin incommode dont les idées subversives peuvent traverser la frontière et pénétrer chez ses esclaves anamites. La Chine a des frontières communes avec l'Inde et la Corée. Une Chine unie, libre et puis-

sante serait le prologue d'une Corée indépendante et d'une Inde libérée. L'Angleterre et le Japon impérialistes ne peuvent pas ne pas s'en inquiéter. Le péril pour lointain qu'il soit, conçu dans cette ampleur, est déjà réel.

C'est pourquoi on cherche aujourd'hui à liquider Sun-Yat-Sen et son parti, comme on a cherché hier à étrangler la Russie révolutionnaire.

Possibilités d'une intervention armée

Les ultimatums des puissances impérialistes se succèdent. On mobilise des flottes dans les eaux chinoises. On concentre des navires de guerre dans le port de Changhaï et dans l'estuaire du Yan-Tsé-Kiang. Y aurait-il une intervention directe ? Cela est peu probable. Dans cette nouvelle entreprise contre le peuple chinois, l'Angleterre a le rôle dirigeant. Macdonald n'osera pas risquer une intervention à visage découvert. Il se contentera d'aider de son mieux les ennemis de Sun-Yat-Sen. Et la tactique traditionnelle de la politique britannique continue : attendre que les marrons soient tirés du feu.

Conséquences de l'intervention

Le capitalisme international a la folie de l'accumulation. Le Plan des Experts organise l'asservissement des ouvriers de l'Allemagne. La diplomatie interventionniste — la diplomatie des croiseurs, dit Sun-Yat-Sen — prépare l'esclavage des travailleurs jaunes. L'asservissement définitif du prolétariat allemand amènerait inévitablement la servitude du prolétariat d'Amérique et d'Europe. Le plan Dawes est une attaque directe contre la classe ouvrière. La colonisation de la Chine fournirait le capitalisme de main-d'œuvre à un bon marché dérisoire, abaisserait les salaires en Europe et en Amérique, consoliderait la puissance du capital. L'intervention en Chine est une attaque directe contre la classe ouvrière.

NGUYEN-AI-QUAC.

CHRONIQUE DES CELLULES

Notre Parti effectue une transformation comme nous n'en avons jamais connue, c'est à présent seulement qu'on pourra dire qu'il est changé.

Les dernières assemblées de la Seine et de la région parisienne ont revêtu, grâce aux délégués des cellules, un caractère qui ne trompe pas. En plus de la différence entre la forme qui meurt et la forme qui naît, nous avons vu là le vrai travail de l'idée communiste.

En la circonstance, l'initiative a été bonne de ne pas fixer à l'avance une délimitation des rayons, de laisser aux cellules la faculté de déterminer, par tout ce qu'elles apprennent au fur et à mesure de la construction, les divisions qui seront les meilleures.

Tout en faisant part de leurs bonnes impressions et de l'enthousiasme de leurs amis de travail, des camarades des cellules ont ajouté que dans certaines entreprises, nos cellules, qui font obtenir des améliorations au personnel, risquent de rester trop terre-à-terre, de ne s'occuper que de petits intérêts, de tomber, ainsi qu'il a été dit, dans une sorte « d'ouvriérisme ». Il était réconfortant de voir ces camarades traduire — sans qu'ils s'en doutent — non pas la crainte de ne s'occuper que

des questions de baiyage et de lavabos, mais plutôt l'aspiration à remuer les grands sujets, la politique révolutionnaire, la situation de la France, les événements internationaux, tout ce dont en bas de notre Parti nous sommes si ignorants.

Or, l'expérience des divers partis de l'Internationale a prouvé qu'il faut commencer à prendre la classe ouvrière dans ses revendications immédiates, dans ses réclamations de chaque jour. Evidemment ces petites tâches sont prosaïques, elles ne semblent pas toujours très utiles, cependant elles doivent se faire, elles ont un sens, surtout si par la suite nous savons le leur donner. Et comme en fin de compte la question révolutionnaire est une, ces infimes agitations préparent le terrain aux plus importantes, et on arrive un moment où l'autre à tout relier.

Il s'est déjà avéré que les avantages de l'organisation en cellules sont multiples. On se réunit tous les huit jours, tout le monde est là, les cotisations et les paperasses ont déjà été réglées. On se met à discuter l'ordre du jour, auquel on pensait pendant la besogne. On se connaît, on se comprend vite, on apporte la même méthode, le même entraînement technique que pour le travail, avec en plus la foi.

Préparés par des conversations au cours des journées précédentes, tous les points sont vite précisés : tels camarades à essayer d'attirer à nous, telle requête à adresser, telle propagande à faire, l'action de ceux-ci au syndicat, d'autres dans leur coopérative, la conduite à avoir à la municipalité sur tel sujet. Puis on passe plus haut, on parle du Parti, du gouvernement, on s'explique sur les événements de la semaine. Pour ceci il serait très important que les camarades s'habituent à lire et commenter dans leurs réunions de cellules les articles et les documents du *Bulletin Communiste*, de la *Vie Ouvrière*, de *Clarté*. En une heure, une cellule peut faire du bon travail, et les soirées des camarades restent libres pour s'instruire, participer à la vie publique des citoyens, partout.

Dans cette époque de déliquescence bourgeoise et de complet égarement des cerveaux, nos conceptions sont les seules capables de s'imposer. Dans les bagnes de nos patrons, dans tous les endroits où l'on travaille, nos idées marchent d'elles-mêmes.

Les anarchistes et les réformistes n'ont pas crié comme autrefois. Les premiers ont été si bousculés par les commissions syndicales, que cette fois ils ne comprennent plus rien. Quant aux seconds, avec leur flair digne des bourgeois, ils ont sagement préféré ne pas faire, par leurs aboiements, de la propagande pour les cellules.

Gaston FAUSSECAVE.

La Russie des Soviets

Le commerce extérieur de l'U. R. S. S. au mois de juillet

Le trafic commercial de l'U. R. S. S. d'Europe avec l'étranger se chiffre, au mois de juillet, à 607.300 tonnes de marchandises, d'une valeur de 53,3 millions de roubles (évaluation faite suivant les prix de 1913), c'est-à-dire 72.900 tonnes et 9,5 millions de roubles de plus qu'au mois précédent. Par rapport au mois de juillet de l'année dernière, le progrès est de 237.000 tonnes et de 19,5 millions de roubles.

L'augmentation du commerce extérieur est due à l'accroissement, non seulement des exportations, mais aussi des importations. Au total, pour les opérations commerciales du mois de juillet, on est arrivé à un bilan actif de 6,2 millions de roubles, ce qui constitue 12 % du trafic total et 26,2 % des importations.

Ont été exportés à l'étranger, surtout les matières premières et les produits mi-ouvrés, ainsi que les produits alimentaires.

La valeur des marchandises exportées, au mois de juillet, s'élève à 29.790.000 roubles ; celle des marchandises importées à 23.531.000 roubles.

Ont été importés, en premier lieu, les matières textiles ainsi que le combustible, l'asphalte et le goudron, ensuite viennent les minerais, les métaux, les produits métalliques de toute espèce, papier et articles de bureau et les produits alimentaires. La dernière place parmi les marchandises importées est occupée par les articles en céramiques et la maroquinerie.

Le commerce de l'U. R. S. S. avec l'Angleterre

Pendant toutes ces dernières années, l'Angleterre occupait la première place quant à l'éten-

due des opérations commerciales réalisées avec l'U. R. S. S.

Les importations de la Grande-Bretagne en U. R. S. S., au cours de l'année 1923, se montaient à 30.752.000 pouds de marchandises, d'une valeur de 37.537.000 roubles ; les matières premières et les produits mi-ouvrés occupaient la première place parmi les marchandises importées.

Les exportations de l'U. R. S. S. en Angleterre pendant la même période atteignent 47.703.000 pouds d'une valeur de 33.51.000 roubles.

Les opérations commerciales entre l'U. R. S. S. et l'Angleterre, pendant la première moitié de l'année courante, se présentent comme suit :

Les exportations de l'Angleterre ont été de 350.000.000 de pouds dont 70.415.000 pouds de produits alimentaires, 252.070.000 pouds de matières premières et produits mi-ouvrés et 22.000 pouds de produits industriels.

Ces temps derniers, le marché anglais a manifesté un vif intérêt pour l'exportation, de l'U. R. S. S., de bois et de minerais.

Le commerce de l'U. R. S. S. avec la France

Les opérations commerciales entre l'U. R. S. S. et la France, en 1923, se présentaient comme suit : on a exporté de l'U. R. S. S. en France 6.212.000 pouds de marchandises pour 6.320.000 roubles ; on n'y a importé que 210.000 pouds, en premier lieu des produits animaux, d'une valeur de 518.000 roubles.

Les premiers six mois de l'année 1924 sont caractérisés par un développement considérable du commerce entre l'U. R. S. S. et la France.

Ainsi, à partir du mois de janvier jusqu'au mois de juin de cette année, on a exporté, de l'U. R. S. S. en France, 132.500.000 pouds de marchandises d'une valeur de 6.000.000 de roubles. Pendant la même période, on a importé, de la France en U. R. S. S., 1.191.000 pouds de produits industriels, produits alimentaires, de matières premières et mi-ouvrés, pour une somme de 7.247.000 roubles.

Ainsi, depuis 1923, les relations commerciales entre l'U. R. S. S. et la France, non seulement augmentent tous les mois, mais constituent un chapitre important dans le bilan du commerce extérieur de l'Union.

L'exportation des tapis de la Transcaucasie

La Chambre de Commerce de l'Etat a organisé l'exportation des tapis transcaucasiens sur les marchés européens. Le premier lot de tapis a été expédié à Londres, à Vienne et à Constantinople. Afin d'obtenir des tapis d'une qualité supérieure, la Chambre de Commerce fournit aux paysans le fil d'une haute qualité et les meilleures matières colorantes.

Des maisons étrangères importantes s'occupant d'importation de tapis, se sont adressées à la Chambre de Commerce, en lui proposant de fonder une société anonyme mixte pour l'exportation des tapis de la Transcaucasie.

Le Gérant : R. PELLANGER.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur